BAD KIDS

50 CENTS

SOMMAIRE

NATIONALE DE L'AUSTÉRITÉ 2

MERDE Y A ENCORE DES GRÈVES 5

DOSSIER PALESTINE 7

A TOULOUSE ON RÊVE QUE LES POULETS RÔTISSENT 14

UNE NOUVELLE AMBIANCE RÊGNE À TOULOUSE 16

DRIVING WHILE BLACK 18

DISQUETTE DE L'ÉCONOMIE 20

CONTACTS

badkids@riseup.net

badkids.noblogs.org

TOULOUSE

Bad kids peut se trouver un peu n'importe où à Toulouse (marché, bars, métro...). Mais un peu au hasard aussi !

Alors pour être sur d'en trouver, rendez-vous au Kiosk, 3 rue Escoussière à Arnaud Bernard le lundi et le vendredi à partir de 17h.

Ce journal ayant été financé par des RSA et des salaires de smicards, vous pouvez nous aider financièrement à la parution du prochain numéro.
Ca fera zizir!

De l'édito à l'outro…

On emmerde votre unité nationale !

Parce que « l'unité nationale » sera toujours celle de la bourgeoisie. Elle sous-entend que nous aurions des intérêts communs, ce qui est faux.

Parce que derrière ce terme se cache la préparation de la guerre. En 1914, cette unité a permis dans un même processus la mort du mouvement ouvrier et celle de millions de prolétaires, s'entretuant pour les intérêts de quelques bourgeoisies nationales impérialistes.

Parce que dans le contexte actuel elle signifie légitimer la politique coloniale occidentale et la guerre que le capital mène de manière internationale : celle contre les prolétaires, quelles que soient leur couleur ou leur religion.

Parce que cela va surtout entraîner une hausse cumulée du racisme, de l'islamophobie et de l'antisémitisme qui arrange bien le pouvoir. Et bien sûr un renforcement du sécuritaire…

Parce qu'on emmerde aussi Daesh, Boko Haram et consort. Ces espèces de réactionnaires de tous les fronts qui perpétuent massacres et esclavagisme partout où ils passent. La réponse la plus cohérente actuellement revient non pas à soutenir les puissances occidentales mais bien les Kurdes du Rojava qui, depuis bien longtemps, luttent seuls contre tous ces ennemis du prolétariat et pour leur propre émancipation.

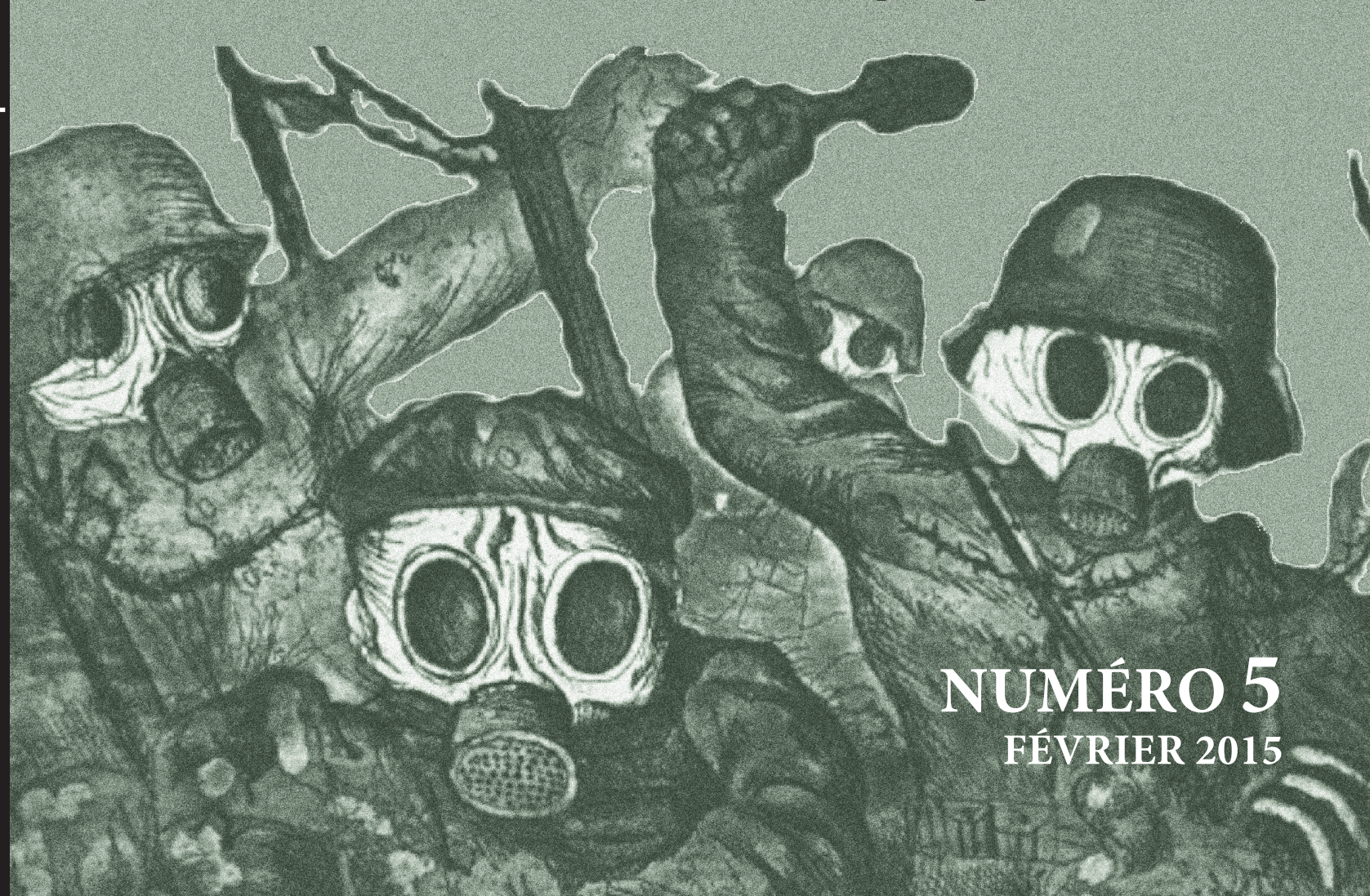
Parce qu'on n'oublie pas que tout cela est le résultat d'un système. Que ces mêmes groupes islamistes n'auraient existé sans l'appui occidental d'un temps, l'écrasement par ce dernier des forces «progressistes» d'ici et de là-bas et surtout l'impérialisme constant mené partout où des intérêts économiques sont présents au nom de la liberté.

Parce qu'il est normal d'être choqué par ces assassinats. Mais comme il est normal d'être choqué lorsque la police tue un Noir ou un Arabe de manière régulière en France. Nous sommes donc aussi choqués quand la foule applaudit les forces de l'ordre !

Parce que nous ne défileront jamais derrière le pouvoir, quelle que soit l'émotion de la situation, qu'ils savent si bien utiliser. Et encore moins lorsque ce dernier est accompagné par tous les plus gros pourris de la Terre !

Parce qu'on avait plus de place dans ce journal. Seulement ces quelques lignes éditoriales pour venir cracher notre dégoût des événements actuels. Et parce qu'on a encore 20000 autres raisons d'avoir la haine…

Ici et là-bas, pas de paix entre les classes !



NUMÉRO 5
FÉVRIER 2015

Rubrique

AUSTÉRITÉ NATIONALE

L'austérité s'installe aujourd'hui dans les pays occidentaux comme une politique incontournable, nécessaire et légitime. En Europe, de nombreux pays serrent la vis, comme une main qui fait pression quand on a la tête sous l'eau. Ces derniers mois, la France s'est lancée dans une restructuration de sa politique du travail qui crée une structure parfaite pour "flexibiliser", rendre "compétitif à l'international" ce vieux pays encore engoncé dans son code du travail "rigide". Pour ce numéro, l'Internationale de l'austérité se concentre donc sur le cas français, pas besoin de passer la frontière pour constater que les prolos en prennent plein les dents. Cette focale sur la France permet aussi de faire le lien entre ces politiques mises en place actuellement, et la répression accrue qui sévit ces temps-ci dans les rues des grandes villes françaises.

La mobilisation du mois de Novembre regroupe différents problèmes qui trouvent tous leur origine dans les avancées d'un capitalisme à l'appétit d'ogre. Qu'il s'agisse de la construction d'un barrage, d'un aéroport ou de la dégradation des conditions de travail, la logique est la même : tout espace doit être rentable, la France doit être économiquement active et performante. L'État doit désormais se montrer économe. Les violences policières en sont la conséquence frontale : ne pas laisser de terrain à celles et ceux qui se sentent visés, pressurisés, exploités, et qui ont un gros problème pour l'accepter. Les politiques de rigueur ont pleinement leur place dans ce nouveau rapport de force, et nous avons donc fait un tour d'horizon des nouveautés en la matière.

I. La nouvelle structure sociale de l'emploi

L'Accord National Interprofessionnel (ANI) et la loi sur l'emploi qui en découle sont entrés en application le 1er Juillet 2013. L'ANI n'est pas qu'un énième texte sur le droit du travail qui viendrait un peu plus saborder les quelques droits gagnés durant le XXème siècle. C'est une avancée bien plus importante pour le patronat français. Cette nouvelle réglementation refond profondément le système social et entend tirer une balle dans le genou de ceux qui voudraient s'organiser pour lutter. En premier lieu, ce qui étaient les négociations, traditionnellement menées de manière tripartite (confédérations syndicales, Etat et patronat) sont désormais principalement renvoyées à des accords discutés branche par branche. Ce sont les corps de métier qui organiseront pour eux même leur droit du travail, leurs conventions collectives, leurs complémentaires-santé et bientôt leur système d'embauche. C'est la grande fête de la décentralisation des décisions. L'organisation des luttes dans le monde du travail s'appuie sur le fait que nous vivons des attaques plus ou moins similaires, ou à minima tous en même temps. Aujourd'hui, la sectorisation des décisions permet de diviser le bloc que pourrait former les travailleurs et travailleuses. Plus ce processus s'approfondit, moins il sera envisageable de s'unir pour des problématiques de salaires, qui seront négociés par branche voir même par entreprise ; de sécurité sociale, dont le système national sera découpé ; ou de chômage, puisqu'à terme le pôle emploi laissera sa place à des organismes privés spécialisés par secteurs d'activité, et des agences d'intérim(1).

C'est donc d'abord individualiser le rapport au travail, la gestion des heures sup', des gels de salaires… pour que les grosses boites puissent gérer de manière plus flexible leur besoin de main d'œuvre. Tu veux refuser la modification de ton contrat de travail en cours ? Tu refuses d'être muté un peu où bon leur semble ? Ha bah voilà la sortie, et prière de ne pas faire de bruit, tout ça est bien légal. De toute façon, y a des tas de chômeurs et de chômeuses qui attendent derrière la porte. L'ANI rend le contrat de travail vulnérable face à « l'accord collectif ». Cet accord peut aujourd'hui aboutir par exemple au gel de tous les salaires d'une boîte avec, en échange, la sécurité assurée de ne pas se faire virer. Et voilà comment par une magnifique pirouette on nous a expliqué que nous étions gagnants, alors qu'enfin les capitalistes obtiennent ce pour quoi ils se sont tant battus : payer de moins en moins ceux qui leur rapportent tant, et ceux sans qui ils n'auraient rien.

L'ANI c'est aussi l'essor et la facilitation des plans de compétitivité et des licenciements collectifs. Le nouveau texte de loi permet aux patrons de limiter les délais avant l'annonce d'une vague de licenciements, d'avoir moins d'explications à fournir, et surtout de réduire considérablement les délais de contestation. Un plan de licenciement massif peut être annoncé seulement 3 mois avant sa mise en œuvre, et n'a besoin que d'être homologué par l'administration. Pour l'après, le parcours juridique et administratif a été complexifié, obligeant à saisir un tribunal administratif sous 3 mois avant d'en passer par les Prud'hommes(2).

Concrètement, ceux qui en profitent le plus sont les grosses entreprises. Les premiers à sauter sur l'occasion sont comme toujours les constructeurs automobiles. Ils espèrent sans doute donner, comme papa Ford, sa nouvelle voie royale au capitalisme : les boites d'automobile ont toujours été l'avant-garde des différentes restructurations du capital. En Octobre 2013, PSA annonçait la mise en œuvre d'un Nouveau Contrat Social qui fait la part belle aux différents contrats précaires. En mars, 3 mois seulement après la signature de l'ANI, Renault annonce la signature en interne d'un plan de compétitivité. La direction est fière comme un coq, alors que le coût du travail monte au Brésil, en Chine, en Russie, il baisse en France ! Il est encore le plus haut de tous les sites Renault, mais pour eux c'est un peu « mieux ». Cette évolution a tout de même été un peu cherchée : l'accord permet un gel des salaires jusqu'à 2016, allié à une augmentation du temps de travail. Et paf, ça fait du profit. Si on y ajoute la suppression des 7 500 postes via des départs non-remplacés, les conditions de travail devraient tranquillement plonger vers l'insupportable. Le charmant M. Dijoux, signataire CFDT de cet accord, s'est permis de déclarer que « les perspectives créées par l'accord ont donné aux salariés un nouvel état d'esprit ». On espère bien que tu vas le sentir passer, notre état d'esprit.

« J'ai eu beaucoup d'angoisses tout le mois de janvier sur l'idée qu'on va tout contrôler, contrôler les dividendes versés, tout contrôler […] J'ai dit "si vous recommencez à tout contrôler, ce n'est pas la peine : on arrête le pacte tout de suite" »

Discours de Pierre Gattaz devant des chefs d'entreprise, Mars 2014

Le Pacte de responsabilité a été annoncé pour la première fois par Hollande lors de ses vœux le 1er Janvier 2014. Bonne année bande de sans-dents ! Ce texte de loi rédigé l'année passée a été écrit par le gouvernement Valls sous la dictée du MEDEF et du meilleur d'entre eux, Pierre Gattaz. Le pauvre en est tout angoissé, puisque officiellement le pacte est un échange donnant-donnant : une fiscalité simplifiée, des charges moins lourdes, de l'administration en moins, contre la promesse d'embauches massives. Et franchement, les promesses de patrons… Donc, ce qui empêche M. Gattaz de dormir, c'est l'idée que l'État vienne vérifier que les emplois sont effectivement créés, et que les profits supplémentaires issus de la baisse du coût du travail ne sautent pas de la poche de l'État à celle de l'actionnaire sans passer par la case investissement. Mais finalement, y avait pas à s'inquiéter, Hollande n'ouvre pas les placards et s'en tiendra à une promesse. Quelques mois plus tard et tandis que les patrons manifestent pour la libération des entreprises, le ministre Macron tente le coup de pression public en annonçant que ce pacte est un échec et que le MEDEF en est le premier responsable. Mais finalement, cette petite phrase n'a pas plus d'impact que du théâtre de guignol.

Trêve de plaisanterie, la baisse des charges n'est pas qu'une formule et ses conséquences se font sentir. Ce plan va être financé par les 50 milliards d'euros d'économie prévus dans les dépenses de l'État d'ici 2017. En première ligne, c'est la sécurité sociale sur laquelle ils grattent. Pour l'instant, pas plus de précisions que les 9,1 milliards d'euros d'économies prévus pour la Sécu en 2015, dont 4,1 milliards venant de la baisse des dépenses de santé et la modulation des allocs familiales. L'État ne peut plus vous soigner, voilà le message. Toutes ces économies se basent en fait sur la diminution des salaires indirects, que sont le chômage, les retraites, les allocs de la CAF et la Sécu(3). Alors que l'ANI s'attaque frontalement aux conditions d'embauche, de travail et de licenciement, le pacte de responsabilité s'en prend indirectement à ce qu'il reste de salaire. Quelques exemples d'une tactique affûtée.

II. Le taquet discret : la non-revalorisation

Dans la théorie économique capitaliste, pour cause d'inflation entre autre, il est

1. Avec l'arrivée de l'ANI, pour les patrons le recours à des CDD est devenu plus cher en taxes que d'embaucher des intérimaires … ça permet dans le même temps de dire « on vous protège, on fait reculer la précarité et les CDD », tout en faisant exactement l'inverse.

2. Aux Prud'hommes aussi y a comme une odeur de rance. Déjà fondé sur un droit du travail bourgeois qui se donne des airs universalistes, cette institution fondée pour permettre aux salariés de se défendre connaît aussi sa réforme austère. L'élection des juges prud'homaux ne se fera plus au suffrage universel mais par désignation issue des différents syndicats salariés et patronaux. Les formations juridiques des juges devient obligatoire, professionnalisant ce rôle qui jusqu'alors dépendait plus du monde du travail que de celui de la justice. Le rapprochement des deux fait carrément flipper. On y ajoute la constitution d'un barème pour les sanctions financières des patrons, histoire que ça puisse rentrer dans les calculs anticipés. Pour finir, en cas de litiges, la faveur qu'on accordait jusqu'alors aux salariés n'est plus, alors place à la boucherie patr'hommale.

3. Voir l'article sur le sujet sur tantquil.net

4. CF La disquette de l'économie de ce numéro sur la baisse tendancielle du taux de profit.

logique que le coût de la vie augmente. Et avec lui pour compenser, les salaires, les revenus indirects, et donc les allocations et les retraites. C'est le sens de la revalorisation. La théorie est toujours d'une logique implacable. Mais cet aspect logique et bienveillant n'est qu'un vernis du capitalisme. En fait, l'heure est à l'appauvrissement… enfin surtout celui des prolos, chômeurs et galériens. Depuis que les plans d'austérité s'enchaînent ces deux dernières années, les revalorisations sont repoussées, de manière temporaire nous dit-on. C'est le même principe qu'avec la crise : "ne vous inquiétez pas, et surtout, ne vous énervez pas, tout ça ne va pas durer". Dans le plan d'économie présenté par Valls en avril dernier, il est donc prévu que les retraites ne soient pas réévaluées d'ici octobre 2015, aussi bien pour les anciens fonctionnaires que pour les travailleurs du privé. Que tout cela soit bien clair, l'inflation avançant tranquillement, ça ne veut pas dire qu'on touche la même somme pendant 2 ans. Ça veut surtout dire qu'on y perd, pour changer. Et il en va de même pour les différentes prestations sociales. Le discours est le même pour les allocations familiales, les aides au logement, le RSA … rien ne bouge avant fin 2015.

L'État, qu'il soit de gauche ou de droite, participe comme un acteur indispensable, à ce que le capital avance comme une nécessité: baisse des salaires, directs et indirects, sans distinction aucune. Le discours nous appelle au calme, à la compréhension ou à l'acceptation de cette situation, passage délicat avant des jours meilleurs dans une économie de marché stabilisée. Ce discours est une pilule que chacun doit ingurgiter (pour pouvoir ensuite la régurgiter à tout élément contestataire), c'est l'État qui nous montre des photos des prochaines destinations de vacances pendant que le capitalisme nous fait tranquillement les poches. Au-delà du fait qu'il est tissé dans du mensonge, ce discours met aussi de côté une chose simple, une vérité du social à la française : dans le système de retraite par répartition, celle-ci n'est ni un cadeau ni une caresse, c'est une prestation qui nous est dûe, une simple part de revenu extirpée de nos maigres salaires pour pouvoir s'assurer des moyens de subsistance après des années de turbin. L'allongement de la durée de cotisation, l'augmentation de l'âge d'accession à la retraite, le gel de celle-ci, sont juste des moyens plus discrets pour faire baisser les salaires. De l'enfumage en règle pour niveler par le bas les conditions de vie des prolos à l'internationale. Être tous compétitifs, c'est être tous dans la même merde.

La logique est la même pour le gel du point d'indice des fonctionnaires. Le point d'indice sert à revaloriser les salaires dans le public, pour qu'ils suivent la courbe de l'inflation et donc l'augmentation des prix. Cet indice, créé au début des années 2000, a progressé tous les ans jusqu'à 2010, empêchant en théorie l'appauvrissement des employés du public. Depuis 2006, les différents gouvernements de droite et de gauche ont gelé cet indice « temporairement », le temps que « la crise passe ». C'est le premier stade de l'austérité. Comme toutes les politiques d'austérité, celle-ci a été utilisée dans différents pays par le passé : Canada dans les années 90, puis Grèce, Espagne, depuis le début de la crise des dettes publiques en Europe. L'appauvrissement général de ceux et celles qui l'étaient déjà dans ces pays ne fait pas rêver sur les miracles provoqués par l'austérité. Cette méthode discrète pour diminuer les salaires mise sur la tranquillité sociale des fonctionnaires à qui est inculquée l'importance de l'État, de l'administration et la vocation qui les porte à remplir une mission. Vous travaillez pour l'État ? Alors vous serez bien d'accord pour le sauver.

Il fut un temps, pendant la faste période du capitalisme que certains ont appelé les 30 Glorieuses, la création de valeur et de richesses était si importante que l'État pouvait acheter la paix sociale à coup de salaires élevés, d'allocations et d'aides multiples. Mais aujourd'hui le capitalisme ne peut plus s'étendre avec la même rapidité qu'avant dans les pays occidentaux. Les temps changent, le capitalisme évolue, et petit à petit ses profits se restreignent, ou plutôt ne lui suffisent plus pour en créer plus encore(4). Alors l'État n'est plus en mesure de payer pour arrondir les angles, pendant que dans le même temps l'armée de chômeurs s'accroît. Non, on le sait déjà, ça ne sera pas temporaire. Alors, cette paix sociale, elle s'écroule bientôt ?

III. Une ambiance qui sent le soufre.

Les efforts faits par l'État pour tendre un peu plus la corde s'accompagnent du discours nécessaire pour les crédibiliser. Le gouvernement a bien choisi ses beaux parleurs, ici François Rebsamen et Emmanuel Macron. En septembre dernier sur I-Télé, Rebsamen ministre du travail, somme Pôle Emploi de renforcer ses contrôles sur les chômeurs pour être sûr qu'ils passent bien leurs journées à faire la queue pour des speed dating de l'embauche. Déclaration dont il fait ensuite l'auto-promo sur ses différents profils publics virtuels. A cette demande, il ajoute la menace : sanction et radiation pour tous ces glandeurs. Pire que des glandeurs, des virus, qui empêchent les vrais bons chômeurs de faire efficacement leur travail de chômeur. Le travail du chômeur demandé par Rebsamen, c'est de culpabiliser, de se bouffer les doigts à l'idée d'être sans travail, sans statut, et de remuer ciel et terre contre ça. Rebsamen met le poids de l'échec sur le dos des premiers touchés. En insufflant cette pensée, il dit aux chômeurs qu'ils sont de trop, responsables, mais il parle aussi aux travailleurs de tout rang, pour leur dire que les chômeurs sont le problème collectif.

Alors que Rebsamen fait dans la menace directe, Macron use d'une toute autre méthode pour faire passer ses messages : l'écran de fumée. Il jette des pavés dans la mare, juste pour voir le bruit que ça fait. Il fait des annonces sur lesquelles il revient ensuite, permettant au gouvernement de dire qu'il contrôle les choses, que nous avons failli voir arriver la peste mais qu'heureusement nous n'aurons que la grippe. La veille de sa nomination comme ministre de l'économie, le gamin de la bande avait déjà commencé à bosser puisqu'il a fait une interview pour dire qu'à titre personnel il n'était pas très fan de la limite de temps de travail à 35 heures / semaine. Ce qu'il justifie en disant que de toute façon les 35 heures n'existent déjà plus vraiment depuis que Sarkozy a autorisé les heures sup' sans limites. Le gouvernement dit ensuite « non non, nous n'y toucherons pas, excusez-le il est jeune et fougueux », et la semaine d'après ça recommence. Jusqu'à qu'ils aient trouvé la bonne façon de l'annoncer, et que l'on ait eu le temps de s'habituer à l'idée. Finalement, mieux que l'acceptation par l'accoutumance, Macron va laisser les entreprises composer leurs accords avec les syndicats en interne, et souhaite que les accords d'entreprise priment sur les accords par branche et sur la loi.

Il en a été de même avec l'assurance-chômage. En septembre Macron annonce qu'il souhaite une réforme plus dure, une indemnisation plus courte et dégressive. Ce que Hollande a tout de suite annoncé comme inacceptable … tout en ajoutant que de nouvelles conventions sur la question sont prévues pour 2016. Bref, ce petit est un spécialiste de l'annonce mais aussi le nouveau trait d'union entre le gouvernement et les instances politiques et économiques européennes. C'est d'ailleurs tout le sens de la loi Macron sortie à la mi-décembre. Ces instances s'impatientent de la lenteur avec laquelle les pays de l'UE s'alignent sur les nouvelles recommandations d'austérité. Ce sont, tout comme les États, des garantes d'un capitalisme avançant, progressant, et à ce titre les coups de pression vont bon train. Alors dire que c'est la faute à Bruxelles, c'est quand même vachement plus simple pour tuer le conflit. Dans toutes les lois qu'il met en place, Macron s'attache donc à flexibiliser la France, et pour se faire il s'en prend à celles et ceux qui sont déjà les plus touchés, mais aussi difficilement regroupés pour lutter.

Histoire de femmes, histoire de classe.

La situation des femmes dans le capitalisme, c'est les inégalités salariales, des postes avec moins de responsabilité que les hommes, la double journée de travail entre le turbin et la maison … bref, ce que les féministes de gauche s'époumonent à nous dire. L'idée n'est pas de dire que tout cela est faux, bien sûr que non. Mais il semble important ici de faire passer un message: la grosse galère des femmes sous le capitalisme, c'est la situation de merde des travailleuses prolétaires, des chômeuses et des précaires. Elles sont des variables d'ajustement du capital, les intérimaires avant même que le concept existe. Depuis l'arrivée des femmes sur ce marché du travail toujours aussi sexiste et raciste, elles servent principalement de main d'œuvre moins chère. A cela s'ajoute le travail domestique, et plus c'est la galère, plus il hardcore. L'enchaînement de plusieurs mi-temps s'accorde mal avec la recherche du supermarché le moins

CLASS N' CASSE

Soudain un conducteur vous offre son bus…

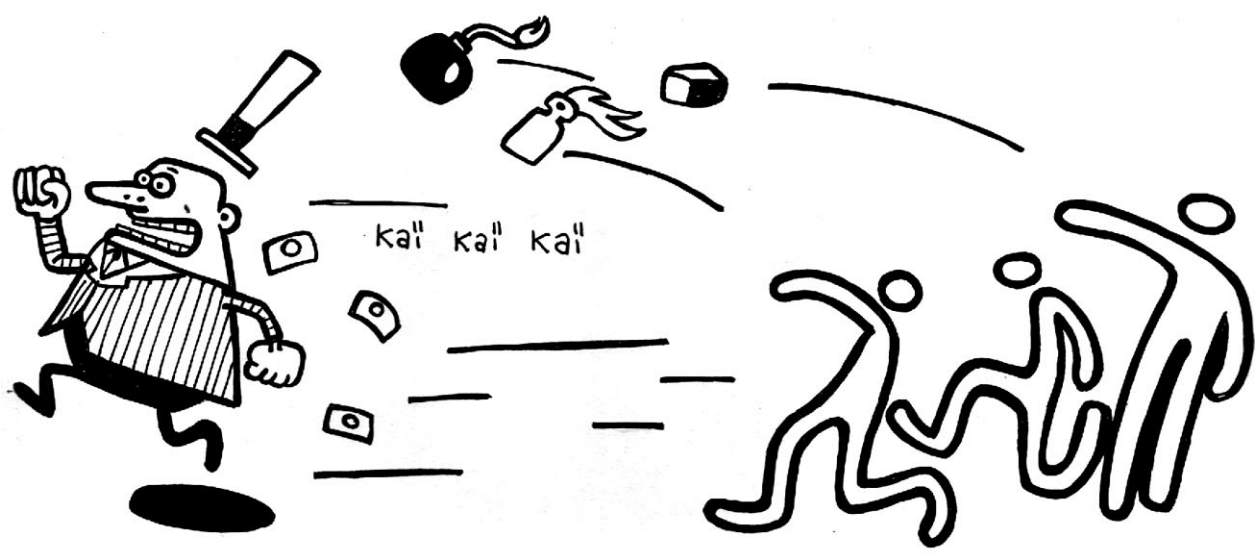
« Si on crame rien, il ne se passe rien ». Ceci pourrait être une des expressions de la pratique de la solidarité en Grèce. Ce 2 décembre, une manifestation de plus de 10 000 personnes arpente les rues d'Athènes pour Nikos Romanos, un prisonnier anarchiste, condamné à 16 ans de cabane pour un braquage. Alors en grève de la faim depuis trois semaines, les autorités restant plus sourdes que jamais à sa revendication*, la rue s'est chargée d'y faire échos. En ce jour de colère, les pierres volaient avec générosité et les cocktails molotov illuminaient la nuit quand soudainement, au coin d'une rue, comme sorti de nulle part, un bus du réseau de transport public vint porter main forte aux émeutiers.

Encerclé par une meute anonyme, cagoulée ou casquée, le conducteur ne mit aucune hardeur à défendre cet outil de travail qui le fait se lever tous les matins pour 600 balles par mois. Une fois descendu de son engin, quelques pirates métropolitains en prirent le contrôle, le temps de prendre deux trois rues célèbres d'Exarchia, pour finalement s'en servir comme d'une barricade massive face aux flics anti-émeute dont le service était loin d'être terminé.

Pour conclure l'histoire de ce bus en beauté, les manifestants l'ont livré aux flammes. Ce qui à coup sûr ne manqua pas de faire sourire, ou jubiler intérieurement son ancien pilote.

D'aucuns y verront un détournement, pratique qui peut aussi être tout à fait honorable ; on peut aussi y voir la contribution syndicale d'un chauffeur solidaire. Au choix.

*Nikos s'est mis en grève de la faim pour avoir droit de suivre ses études à l'extérieur de la taule. Aménagement de son régime de détention qui fait partie des droits des prisonniers. Or, l'administration pénitentiaire lui a opposé un refus aussi catégorique que narquois. Après 31 jours de grève de la faim, celle-ci a cédé et Nikos pour aller suivre ses cours en journée avec un bracelet électronique.



CLASS N' CASSE

A la santé des dockers turbulents d'Anvers…

(Bruxelles, 6 novembre 2014)

« Un vrai succès de foule, souvent bon enfant. Mais les dockers étaient là... » Voilà un des angles utilisés par la presse belge pour relater la manifestation historique des travailleurs contre les mesures d'austérité. « Des dockers turbulents et ivres » selon le porte-parole de la police, ont fait dégénérer une manifestation paisible. Trinquons pour eux.

La manifestation a bien sûr été une réussite, tant le nombre de participants a dépassé les attentes des organisateurs. Elle l'a aussi été dans la forme adoptée par une frange du prolétariat belge qui ne pouvait se contenter de défiler gentiment face aux attaques portées directement contre leurs conditions de vie. Comme souvent après une si belle manif, on se demande pourquoi se disperser ? On est si nombreux... Tellement qu'on pourrait, pour une fois, mettre en déroute ces rangées de flics en carapace et si sûrs de la peur qu'ils exercent sur nous sans trop transpirer.

Une fin de manif, une étincelle, une bataille rangée en gilet orange, et voilà les lignes de flics anti-émeute chargée par plusieurs centaines d'ouvriers en furie, des dockers appuyés par des métallos, des jeunes précaires et d'autres révolutionnaires qui passaient par là. Une sorte d'émeute colorée et une victoire aux points, obtenue dans la rue, sur les forces de répression de l'État*. On peut toujours douter des chiffres, mais officiellement 112 flics ont été blessés, environ 80 véhicules endommagés dont une dizaine brûlée et du mobilier urbain détruit bien comme il faut. Environ 1,5 millions d'euros de dégâts, au point que la ville de Bruxelles se porte partie civile dans les poursuites engagées contre les manifestants arrêtés.

Un bilan détaillé prendrait trois pages, mais on notera comment le matériel policier dévolu au maintien de l'ordre a pris cher. A tel point que, cinq jours plus tard, les flics ont manifesté symboliquement avec leur matériel détérioré lors de l'émeute… Le matériel défaillant ? Une manière comme une autre de trouver des excuses à la raclée qu'ils ont pris.

*Côté répression, il y a a quand même eu une quarantaine d'arrestations dont certaines sont intervenues plusieurs jours après. Mention spéciale à deux manifestants accusés d'avoir respectivement blessé quatre et cinq policiers, à eux seuls.

cher ou du dentiste qui prend la CMU pour les caries des gamins. Les temps partiels sont occupés à 82% par des femmes, et l'ANI vient de sortir un tout nouveau concept : après les heures supplémentaires, voici, en exclu pour les temps partiels, les heures complémentaires. Génial ! C'est quoi ? Bah c'est pareil, mais c'est moins payé.

Encore mieux que les heures sup' mal payées, le dernier décret qui nous met un taquet et même pas en douce, c'est la réduction du congé maternité. Ils ont pas fait semblant. On est passé de 36 à 18 mois, sous couvert d'une avance d'équité puisque le congé paternité a été augmenté. Faudrait peut-être arrêter de se foutre de nos gueules, dans plus de 95 % des cas, y a que les femmes qui arrêtent de bosser à la naissance du bambin. Nous remettre au taf plus tôt, ne pas nous laisser oisives et dépravées au milieu des couches, c'est plutôt ça l'idée. A la Rachida Dati, prête pour un conseil des ministres sur talons aiguilles 48 heures après accouchement.

Chômeurs & précaires : en (première) ligne !

En Mars dernier, le MEDEF, la CFDT, FO et la CFTC ont signé un accord pour réformer l'UNEDIC. Cette réforme concerne tous les chômages mais appuie bien là où ça fait déjà mal, sur les plus précaires : les intermittents, les intérimaires(5). En premier lieu, c'est un nouveau système de comptabilisation des heures travaillées qui va comme un gant à la précarisation de l'emploi. En gros, pour toucher le chômage, il faudra toujours avoir travaillé 4 mois. Ensuite, chacun dispose d'un « capital de droits » que les différents tafs faits pendant la période d'indemnisation pourront venir regonfler… à condition d'avoir bossé 150 heures. Soit, 1 mois à temps complet. Cette réforme renforce la légitimité de faire vivre aux prolos des phases d'un mois de taf puis 1 mois de chômage, sans garanties, sans projections, sans emprise là-dessus. Les saisonniers et vacataires passent d'un régime spécial au régime général. Leur précarité accrue était jusqu'alors compensée par le fait qu'une journée de taf comptait pour 10 heures au Pôle Emploi. Mais ce transfert de régime supprime cette maigre compensation : un jour de boulot, c'est 5 heures et puis c'est tout. Les intermittents aussi ont pris leur claque : d'abord toucher le chômage a été largement compliqué, les cotisations sur les revenus augmentent, et l'ambition est de transférer les intermittents, par deux ou trois tours de magie administrative, du régime qui leur est spécifique au régime général, qui leur accorde moins de droits. Faire le chemin inverse, se faire réinscrire au régime spécifique promet des migraines à long terme.

Parti Socialiste & Partenaires Sociaux, love me tender.

L'équipe de Valls s'est jusqu'alors caractérisée par une volonté de dissimulation, ou tout du moins de discrétion, sur l'austérité qu'elle installe. Et même s'ils se trémoussent devant le patronat, ils tentent de garder ce qui les protège au maximum : ils ont le label « de gauche » collé sur le front. Historiquement, et nous l'avons déjà abordé dans différents numéros de BK, il est rare de voir s'élargir un mouvement social sous un gouvernement de gauche. Les syndicats ou collectifs qui travaillent à verrouiller les luttes vont main dans la main avec leurs vieux amis du PS. Les luttes qui ont réellement existé depuis 2 ans sur des questions d'austérité se sont déroulées au sein de boîtes qui ont mis en place des plans de licenciement ou de compétitivité. Mais même en interne, beaucoup d'entreprises ont élaboré des plans de ce genre sans qu'une mobilisation ne se déclare. Dehors, les quelques manifs qui ont eu lieu contre l'ANI ou la loi pour l'emploi étaient de très ennuyeux défilés colorés, un drapeau par personne. Aucune ne voulait de mouvement. La CGT n'a pas signé l'ANI et n'a pas mis son veto non plus, par posture. Elle a peiné à organiser des manifs confidentielles, silencieuses, qui n'ont nullement remis en cause la restructuration continue du monde du travail. Le syndicalisme a brillé une fois encore et tenu son rôle pacificateur à bras le corps.

La restructuration du dialogue social se poursuit, étape par étape depuis les années 80. Il y a une trentaine d'années, commençait l'individualisation systématique des problématiques de l'emploi, et l'écrasement ou l'éclatement des pôles syndicaux et des bastions de lutte et d'organisation des exploités.

Avec l'ANI, un simple accord majoritaire suffit à valider une volonté patronale par branche. Cette division des lieux de décisions développe largement les syndicats internes, propres à une corporation, une branche ou même une boîte. Ces syndicats corpos vont donc jouer un rôle important dans la division des luttes, puisqu'on peut penser que ça annonce un affaiblissement notable des confédérations syndicales. Pas que nous souhaitions particulièrement leur survie, mais la perspective corpo des luttes possibles n'annonce rien de bon côté révolution. Ça complique aussi démesurément la possibilité de mouvements nationaux sur le droit du travail, et donc le mouvement social tel qu'on l'entendait jusqu'alors. Pour la suite, tout dépend de comment on voit le verre : vide de toute contestation ou plein d'auto-organisation des luttes ?

Au-delà, c'est dans le rassemblement de celles et ceux qui vivent de plein fouet le capitalisme 3.0 que peuvent se développer des critiques de fond d'un système qui ne s'arrêtera pas à ce stade. Précaires, chômeurs et chômeuses, galériens et galériennes. En cette nouvelle année qui s'annonce agitée, les créations de postes dans la fonction publique se concentrent sur la police, le pénitencier et la justice. Ce qui n'est pas si con, puisqu'on peut penser que les freins mis aux différents salaires indirects et la gueule qu'ont nos conditions de boulot devraient en énerver 2 ou 3, et même, avec un peu de volonté, 2 ou 3 millions.

5. Ce sont justement les intermittents qui ont réagi les premiers à cette réforme, en luttant massivement de Mars à Juillet, et défilent encore à l'automne contre cette réforme UNEDIC mise en activité. Différents collectifs ont perturbé des événements culturels au printemps, mettant ainsi la pression sur l'industrie du spectacle et le Ministère de la Culture. A Toulouse, manifs, occupations, rassemblements et assemblées générales ont rythmé la lutte, avec un coup de force sympathique : la gratuité du festival Rio Loco en Juin dernier, dont la mairie de Toulouse demande encore l'indemnisation au Ministère. Dans toute la France, plusieurs festivals ont été annulés, remis en cause ou perturbés par cette mobilisation. A cet élan, et malgré la focalisation médiatique sur le problème des intermittents, des collectifs de chômeurs et précaires ont tenté de se raccrocher sans que cela ne prenne l'ampleur nécessaire. Aujourd'hui, dans différents secteurs, cela tend peut être à changer : dans l'éducation, dans l'enseignement supérieur, les précaires se rassemblent et se mobilisent contre leurs conditions de travail, l'incertitude de leurs conditions de vie et la perspective de lendemains qui auront toujours la même âcreté.

« MERDE, Y A ENCORE DES GRÈVES !»

SLOGAN PATRONAL A REPRENDRE EN CHŒUR

En mai et juin derniers, deux mouvements de grève d'importance ont eu lieu, à la SNCF et à la SNCM (compagnie maritime). Si on ajoute la grève plus récente des pilotes d'avions, ça fait trois conflits sociaux relativement longs (entre 1 et 4 semaines de grève suivant la lutte et les lieux) dans les sphères de la circulation de biens et de personnes en moins de 6 mois, qui ont paralysé de manière conséquente le trafic aérien, maritime et ferroviaire. Autant dire que ce n'était pas arrivé depuis un moment contrairement à ce que laisse à penser la sphère médiatique…

L'objet de cet article n'est pas de réaliser une analyse des luttes citées plus haut, luttes qui relèvent de réalités sociales très différentes et demanderaient pour chacune d'entre elles une mise en perspective particulière. Ce qui nous pousse à les rassembler, c'est l'attaque commune qu'elles ont subie. Car sous cet angle, la similitude dans le traitement est plus que frappante. Tant dans les médias que dans leur foutue « opinion publique », les grévistes sont devenus l'espace de quelques semaines les vrais parias de notre société, les individualistes du XXIème siècle !

Tout ceci n'est pas un hasard. Nous sommes bel et bien dans une période où le droit de grève est attaqué à plusieurs niveaux. En amont, de par les diverses restructurations du capital et donc les nouvelles modalités salariales(1) , pendant les conflits, comme on va le voir avec le déferlement médiatique haineux envers les grévistes lors du suivi des mouvements et enfin de manière plus brute, avec la répression (policière, judiciaire et patronale) qui fait face aux grévistes pendant leur lutte mais les poursuit aussi des mois voire des années plus tard, lorsque les soutiens se font plus rares...

Le gréviste comme parasite

« Nous avons tout mis en œuvre pour vous rendre ces moments les moins pénibles possibles.»
Extrait du spot publicitaire de la SNCF contre la grève des cheminots en juin dernier… (2)

Dans ce spot publicitaire de la SNCF que bon nombre de personnes ont pu voir, une idée est développée à l'extrême, celle visant à faire de la grève une sorte de maladie qui par son existence même perturbe la vie quotidienne des personnes « saines ». Cette imagerie médicale saute aux yeux pour quiconque se repasse ce spot et dans la foulée un reportage sur l'action humanitaire faisant face à Ebola. Pour la presse bourgeoise, le gréviste représente tout à la fois un virus, dont la peur de sa propagation reste quand même toujours présente, et une relique du passé. En 2014, on ne fait plus grève, point ! Ou alors on fait la grève du XXIème siècle, celle qui est acceptable, qui ne dérange personne, que l'on déclenche quand on a plus d'autres solutions (c'est-à-dire après l'annonce d'une fermeture de boîte, histoire de mourir avec les honneurs médiatiques) ou que l'on fait en travaillant avec un brassard où est inscrit « pas content ». Bref on garde le terme, peut-être pas pour longtemps(3), tout en supprimant son contenu même.

Pas un journal télévisé n'a commencé son sujet sur la grève à la SNCF sans mentionner le « ras-le-bol », la « détresse » ou « l'inquiétude » de ces nouveaux sujets humains que sont le citoyen, le consommateur ou l'usager... On a pu voir fleurir dans la rue et sur internet, à l'initiative de petits réacs se cachant derrière leurs écrans , des pétitions contre ces grèves. Certes, les cheminots, par exemple, connaissent ce type d'offensive patronale contre leur mouvement à chaque fois qu'ils se mettent en grève. On se souvient tous des discours rageurs de Sarkozy contre « ces privilégiés ». Ou encore de la question du « service minimum ». Bref la gauche ne gère pas les choses différemment, au moins maintenant tout le monde le sait…

Pendant ce temps-là, les marins en grève de la SNCM devaient eux avoir affaire à deux autres types d'attaques sur leur mouvement. Premièrement, rappelons que le principe même d'une grève consiste à créer un rapport de force en attaquant au portefeuille son ou ses patrons, que ceux-ci soient gérants de leur PME, d'un grand groupe multinational ou l'Etat en personne. On peut donc dire que bien souvent si une grève attire les médias, c'est qu'effectivement elle perturbe le cours normal de l'économie... Beaucoup de grèves de nos jours n'ont même pas le droit à une ligne dans le journal du coin, tout simplement parce qu'elles ne dérangent pas grand-chose, mais on y reviendra. Par contre, bloquer au commencement des vacances d'été la principale compagnie maritime reliant la France à une de ses colonies (la Corse) et quelques « anciennes » (la SNCM dessert aussi quelques ports du Maghreb), ça fout effectivement la merde. Mais comme ce n'est pas la première fois, car les patrons aussi retiennent des choses des mouvements sociaux, plusieurs combines sont vites trouvées…

« Je ne suis pas là pour briser les grèves.»
Déclaration du président de l'office des Transports, Paul-Marie Bartoli

En effet, ce M. Bartoli ne brise pas la grève, il l'attaque en la rendant caduque. Car dès les premiers jours de grève, ce qui a été mis en place par les différents offices des transports maritimes est relativement simple : ils ont demandé à la seule grosse entreprise concurrente (« Corsica Ferries ») de fournir davantage de navires sur ces trajets. Ce qui a bien évidemment était accepté de bon cœur. Une sorte de service minimum via un recours à la concurrence… Heureusement ils n'arrivent pas encore à tout remplacer aussi facilement dans ce type de cas mais l'idée est bien là. Le but ultime étant de pouvoir nous dire partout que nos grèves n'ont aucun effet.

Mais les grévistes de la SNCM ont aussi dû faire face à un autre type d'attaque, qui nous semble la plus dangereuse et est particulièrement révélatrice de l'époque actuelle. En effet des manifestations ont été organisées par des franges commerçantes, agricoles et hôtelières notamment, pour mettre fin à cette grève. Avec en point d'orgue l'attaque d'un des navires de la compagnie à Porto-Vecchio le 3 juillet afin de l'obliger à repartir vers Marseille (les amarres ont été brulées…). Les jaunes et les briseurs de grève ont toujours existé, mais actuellement le patronat ne semble même pas avoir besoin d'organiser cela, dans bien des cas des mouvements spontanés de haine des grévistes semblent pouvoir émerger ici et là. Bien sûr, il est relativement logique que les milieux petits bourgeois et commerçants d'une manière générale s'opposent aux grèves, qui souvent par effet de résonnance leur causent aussi des pertes. D'autant qu'avec la crise, bon nombre de commerçants ferment boutiques et se prolétarisent(4), l'exemple de la Grèce est plus que marquant à ce sujet. Ce qui est plus inquiétant c'est la facilité avec laquelle certains prolétaires sont amenés à suivre cette démarche. Beaucoup de mouvements sont actuellement tournés politiquement en faveur d'une guerre entre pauvres et les solidarités de classe semblent être bien loin pour certains.

Enfin, la dernière lubie consiste à vouloir chiffrer les pertes économiques occasionnées par les conflits sociaux. Pas un jour pendant la grève de la SNCM ou celle d'Air France sans qu'on nous rabâche les montants astronomiques correspondant au manque à gagner. Chez certains on sous-entend que c'est nous, cette grande-société civile qu'ils aiment tant, qui allons en payer les frais. Du coup ils osent même aller plus loin en proposant que ce soit les grévistes, ou leurs syndicats qui paient.(5)

La possibilité de faire grève aujourd'hui

L'offensive bourgeoise contre le droit de grève est relativement facile à mener aujourd'hui car les choses ont changé... Faire grève n'est plus « l'arme universelle » du prolétariat, du moins en Occident. Les changements structurels du rapport salarial qui ont accompagné la restructuration(6) du capitalisme depuis les années 70 ont mis à mal pour beaucoup de prolos la notion de stabilité dans le rapport au travail. De la précarité toujours croissante des contrats de travail au recours énorme à la sous-traitance, par exemple, les possibilités de faire masse dans la lutte s'amenuisent.

En gros aujourd'hui les grèves existent majoritairement dans deux situations en France. Premièrement elles sont encore des armes essentielles dans les secteurs ouvriers dits « traditionnels ». Cheminots, dockers, raffineries, métallurgie par exemple. Dans ces lieux la précarité n'est pas encore aussi forte et généralisée

1) A ce propos, lire « l'Internationale de l'austérité » de ce numéro, notamment la question des plans de compétitivité internes aux entreprises.

2) Il suffit de taper « spot sncf contre la grève » sur Youtube ou Google pour le trouver. Ce spot représente la caricature même de l'affront médiatique contre les grévistes. Il faut imaginer le coût d'une telle pub, diffusée notamment à la mi-temps d'un match de la Coupe du monde de football...

3) Puisque la restructuration est aussi une affaire de mot, visant à supprimer du champ lexical tout terme portant une notion d'exploitation ou de lutte, soit en le dénaturant soit en le remplaçant. C'est ainsi qu'un balayeur est devenu un agent de nettoyage ou un technicien de surface, une caissière une « hôtesse de caisse » et la lutte des classes un gros mot. On particularise les situations et on pacifie les positions. Le passage sémantique qui a fait de l'ouvrier un salarié parmi tant d'autres puis un collaborateur dans la bouche des patrons illustre la guerre idéologique. On ne voit pas pourquoi le terme de grève ne subirait pas le même sort, d'ailleurs on entend de plus en plus « cessation de travail ».

4) Le gâteau à se partager étant de moins en moins conséquent dans des secteurs comme le tourisme par exemple. Dans beaucoup d'autres endroits c'est la simple baisse du pouvoir d'achat général des consommateurs entourant le commerce qui entraîne la structure vers sa chute… Il faut imaginer l'impact d'une fermeture d'usine sur les commerces du coin par exemple (seul cas où le soutien des commerçant à une grève est immédiat, voir à ce sujet les opérations « villes mortes » organisées ici ou là en fonction des plans sociaux).

qu'ailleurs (intérim, CDD) et il existe encore une large frange de prolos ayant une culture de lutte ainsi que des syndicats relativement puissants.

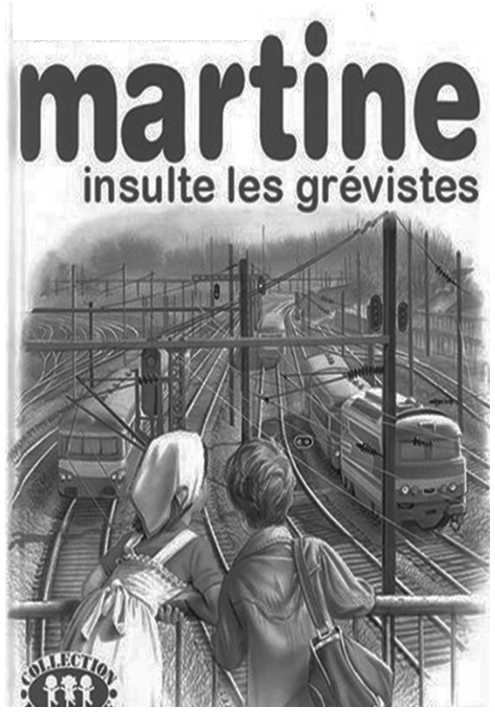
C'est aussi le cas chez certains fonctionnaires qui par leur relative stabilité contractuelle peuvent encore utiliser la grève comme outil de lutte(8), bien que l'utilisation soit souvent symbolique. Bien sûr tout ça est une généralisation, dans tous ces secteurs la précarité s'est déjà plus qu'installée et la tendance est bien à l'augmentation de cette situation.

Deuxièmement il y a les grèves liées à la fermeture de boîtes, à des licenciements. Cette situation touche autant les PME que les grands groupes face aux annonces répétées de plans sociaux ou de délocalisation qui ponctuent l'actualité depuis bien longtemps. Il s'agit dans ces cas précis principalement de négocier au mieux les indemnités de départ et peu de ces mobilisations luttent véritablement contre la suppression des postes. Ce qui a radicalement chuté en France depuis 30 ans, ce sont les grèves ayant comme revendication des augmentations de salaire, le symbole de la grève dite offensive. Par contre, selon les stats de l'INSEE sur les conflits au travail, il y a eu ces vingt dernières années beaucoup plus de mouvements collectifs, de débrayages, liés aux conditions de travail ainsi qu'à la précarité du personnel. Autrement dit les rapports salariaux ont certes bien changé mais n'ont jamais aboli la lutte des classes contrairement à ce que certains pensent…

Mais pour tout un tas de prolos, l'idée même de grève est aujourd'hui complètement inenvisageable. Et c'est bien en partie là-dessus que s'appuie le discours bourgeois afin de mettre en lumière l'idée selon laquelle les exploités de telle ou telle branche n'auraient que des intérêts divergents les uns des autres. Certes d'un côté la perte des pratiques de lutte au travail par une partie du prolétariat, que certains appellent la « dépolitisation », est effective, mais il s'agit avant tout du résultat de changements structurels. Quelle grève pour les millions de chômeurs que compte la France ? Quelle grève pour les intérimaires ? Pour toutes ces personnes qu'on incite à devenir auto-entrepreneurs et à aligner crédit sur crédit? C'est toute une partie du prolétariat qui est enfermée dans des rapports au travail ne permettant absolument pas l'établissement d'un quelconque rapport de force sur son lieu d'exploitation. Et de manière plus globale, il nous est facile de constater que le processus d'atomisation de la société touche l'ensemble de nos situations particulières(9).

Autre constat, dans beaucoup de secteurs, la grève ne produit maintenant presque plus d'effets. Dans certains cas elle permet même des économies au patron qui n'a plus besoin de payer ses salariés. On pense ainsi aux fermetures de boîtes, délocalisation ou non, où généralement l'arrêt prématuré de la production est souhaité par le patronat. Et puis bien souvent il y a des stocks nécessaires de marchandises pour pallier le manque de produits créés. Généralement le patron s'inquiète dans ce cas là lorsque les machines ou les stocks sont menacés par l'occupation des grévistes (on se rappelle tous du retour dans les luttes ouvrières d'il y a quelques années des menaces de faire « exploser » telle ou telle usine). Grosso modo plus la production est en flux tendu plus les salariés ont le rapport de force lors d'une grève. Mais il y a aussi le recours habituel aux jaunes, réflexe historique du patronat. Il s'agit maintenant surtout d'embaucher des intérimaires ou d'avoir recours sur du court terme à de la sous-traitance.

Enfin rappelons que la pratique de la grève peut être amenée sur d'autres secteurs que les lieux habituels du salariat. Les attaques actuelles touchent l'ensemble de nos conditions de vie. Aussi la grève des loyers, des impôts, l'autoréduction de marchandises par exemple sont autant de mises en pratique qui caractérisent l'établissement d'un rapport de force économique contre le capital ou certains instruments de gestion de notre reproduction. Des pratiques qui pourraient bien être amenées à prendre de l'ampleur tant la ceinture se serre ici ou là et les



possibilités de lutte sur le terrain de la production, pour bon nombre d'entre nous, se réduisent chaque jour…

Réprimer, et pas que par des mots...

Comme on l'a énoncé préalablement, les grévistes de ces dernières années doivent aussi faire face à une répression patronale qui ne se cantonne pas au moment précis de la lutte. Les cheminots sont particulièrement touchés par cette méthode qui consiste à poursuivre les grévistes sur le plan juridique, et ce des mois voire des années après les faits. Cette démarche est une tentative d'intimidation qui, en plus d'individualiser le mouvement social en ne poursuivant que quelques personnes par exemple (les plus actifs généralement), attaque les grévistes au moment où la tension est retombée et donc où le rapport de force se situe très clairement du côté patronal.

Concrètement, ces attaques sont souvent menées en interne, il s'agit de procédures disciplinaires contre les acteurs du mouvement dont les sanctions sont très variées. Ainsi, suite au dernier mouvement à la SNCF dont nous parlions en première partie, 19 cheminots ont été poursuivis à Toulouse un mois après la fin de la grève (une dizaine à Lyon et près de 120 en Auvergne !). Certains sont même poursuivis au pénal. Ce qui frappe ce sont les faits reprochés : « dégradation de matériel », « entrave à la circulation des trains » et « entrave à la liberté du travail ». C'est-à-dire l'ensemble des pratiques qui constituent le fait même de faire grève. Le message patronal est clair, « faîtes grève si vous voulez, mais que cela ne change rien!». Et le secteur privé réagit exactement de la même manière. Ainsi, neufs ouvriers de Leroy-Somer à Angoulême, en grève avec d'autres collègues depuis une quinzaine de jours fin décembre et qui bloquaient l'accès à l'usine, se sont vus assignés devant le tribunal administratif par leur patron. Accusés d'« exercice abusif du droit de grève », les neufs ouvriers en lutte ont reçu, le 31 décembre, le crachat du juge en pleine face. Celui-ci a en effet statué sur le caractère abusif de la grève en sommant les ouvriers de lever le blocage sous peine d'une astreinte de 500 euros par obstruction constatée. Et s'ils refusent, c'est la force publique qui s'en chargera.

Bref le rouleau compresseur est en marche et le capital ne supporte pas le moindre ralentissement du processus d'accumulation. Chaque avancée dans la baisse générale du coût du travail constitue également un test sur ce que peut encore endurer le prolétariat, et pour l'instant les réponses ne risquent pas de les effrayer. Rappelons que la grève dès son origine ne se pose comme pratique politique que dans sa faculté à attaquer l'économie. Faire grève c'est instaurer un rapport de force, soit dans le cadre de son entreprise soit sur un plan général, en bloquant la production ou la circulation de marchandises (ce qui porte un arrêt au cercle vital de réalisation de plus-value, base du capitalisme). On peut d'ailleurs remarquer que la propension qu'ont prise les derniers mouvements sociaux à exprimer l'idée de blocage n'est pas un hasard, si beaucoup de personnes ne bloquent pas grand-chose en faisant grève (étudiants par exemple) ou ne peuvent tout simplement pas faire grève (chômeurs), ils ou elles peuvent néanmoins bloquer d'autres lieux de production et de circulation(10)!

Cessons déjà de se considérer les uns aux autres via des prismes issus du discours bourgeois. Il n'y a pas plus de cheminots privilégiés que de chômeurs profitants du système. Mais l'éclatement du prolétariat est un fait que l'on ne peut pas contrer d'un simple coup de baguette magique ou par de belles paroles. L'unité des prolos ne peut plus s'envisager en amont à l'échelle de la société, c'est dans la lutte que nous nous rassemblerons, dans le fait même de ne plus vouloir être les prolétaires que nous sommes.

i : Cette « guerre de l'opinion » est de plus en plus présente sur internet. Facilité par l'anonymat de l'écran, beaucoup de petits réacs passent leur temps dans ce type d'initiative. Ainsi des sites de sondage sont créés contre la grève de cheminot presque à chaque fois. Encore plus drôle est cette initiative lancée en Belgique pour la grève générale du 15 décembre dernier : une page Facebook intitulée « Le 15 décembre moi je travaillerai » mettant en scène une vision apocalyptique de la grève, qui conduit le pays à la ruine pure et simple ! Si seulement c'était vrai…

5) Le site actunautique.com est explicite. Pour exemple, deux petites phrases datant de ce contexte de grève trouvées sur ce site qui se veut objectif et apolitique : « Interrompre ce lien de façon volontaire constitue donc une entrave majeure pour l'économie locale que certains, sur place, qualifient même d'attentat économique » ; « Une situation qui interroge désormais : serait-il possible que les entreprises victimes du manque à gagner engendré par la grève se portent partie civile contre les syndicats à l'initiative du mouvement ? ».

6) La restructuration est une notion essentielle dans notre approche théorique de l'époque. Pour revenir plus longuement sur ce qu'on entend par là vous pouvez lire plusieurs articles des précédents numéros. Notamment dans le n°1 « l'édito » et l'article « austérité, comme son nom l'indique ». Ou plus proche de nous le texte « Où en sommes-nous » présent dans ce numéro. Comprendre ce passage, ce tournant du rapport capital/travail, c'est saisir la structuration actuelle de la lutte des classes.

7) Ce rapport est une sorte de cercle qui s'entretient. La combativité de ces secteurs retarde leur libéralisation, ainsi une certaine stabilité reste de mise permettant à cette même combativité ouvrière de persister…

8) A ce propos, un collectif de « précaires de l'éducation nationale » s'est monté récemment à Toulouse. Plus d'infos sur le site « iaata.info ».

9) C'est d'ailleurs sur cette atomisation que s'appuient en grande partie les idéologies politiques tenant la fin de la lutte des classes comme acquise. De l'idéologue libéral à l'écologiste humaniste en passant par toute la nouvelle tendance politico-philosophique radicale, l'individu est dorénavant placé au centre de la réflexion.

10) Lire notamment la brochure de Léon de Mattis « grève versus blocage » téléchargeable sur son site internet ou sur *infokioskes.net*

Palestine : éléments pour la compréhension d'une lutte de classe.

Les frappes qui ont pilonné Gaza cet été ont été extrêmement meurtrières. Sous la cynique appellation « Bordure protectrice », l'armée israélienne a sans relâche détruit les infrastructures de base à Gaza, sous le prétexte désormais bien connu de la chasse aux terroristes. Les deux mille morts de cet été viennent s'ajouter à la dizaine de milliers recensés depuis la première Intifada. Et cette question qui pend aux lèvres : à quand la troisième ? La situation palestinienne, dont les principaux évènements se cristallisent sur les zones de confrontation directe entre colons israéliens et habitants palestiniens, fait l'objet d'une attention particulière de la part des mouvements progressistes depuis les années 70. Depuis la première Intifada, d'autres forces, que nous qualifierons de réactionnaires, occupent le terrain du mouvement de solidarité aux Palestiniens. En réponse aux différents contenus de solidarité proposés par les organisations de gauche et les organisations islamistes, nous souhaitions, en tant que participants aux manifestations de solidarité avec les Palestiniens, affirmer un autre point de vue sur le conflit, en insistant sur les contradictions de classe qui le structurent et qui lui donnent un sens tout à fait différent d'un prétendu conflit ethnique, religieux ou même de civilisation. Nous débuterons notre analyse au lendemain de la guerre des six jours de juin 1967. L'appropriation totale des territoires est un élément crucial du développement des rapports sociaux capitalistes dans la région. Bien plus qu'une simple colonisation de peuplement, l'Etat et les capitalistes israéliens ont fait des Palestiniens leurs prolétaires, *manu militari*. Autour du développement capitaliste de la région israélo-palestinienne, nous traiterons bien évidemment des différents mouvements de résistance à l'occupation mais également des interventions occidentales en faveur des exploiteurs israéliens et des bourgeoisies rentières palestiniennes. En revenant sur les accords d'Oslo, nous tenterons d'élaborer un panel actuel de la gestion de la main d'œuvre palestinienne, y compris celle d'ores et déjà définie comme excédentaire et qui n'a d'autre destinée que de se voir enfermer dans les ridicules zones autonomes palestiniennes, à l'ombre du mur. La puissance symbolique du conflit nous contraint à analyser de manière critique les différents types de discours portés par les acteurs, du sionisme israélien au nationalisme palestinien en passant par l'islamisme politique. Parce que nous souhaitons que ces positions soient lisibles et diffusables, nous tenterons, dans la dernière partie de ce dossier, d'offrir une synthèse des éléments précédemment évoqués pour ne jamais perdre de vue qu'encore une fois, ce sont des prolétaires qui se font mettre violemment à l'amende.

Vive la lutte des prolos palestiniens !

1967-1991 : les premiers pas d'une lutte de classe.

L'histoire des territoires israélo-palestiniens a bénéficié d'un lourd héritage symbolique construit autour de configurations dites civilisationnelles des populations juives et arabes, jusqu'à parfois en déterminer l'imperméabilité respective. Appuyé par une scène comblée de références religieuses (idéelles ou matérielles) d'un temps mythique, le conflit qui traverse ces territoires depuis la création d'Israël en 1948 n'a cessé de culturaliser la lecture des rapports de force qui animent cette région. Pourtant, à l'ombre des synagogues, les capitalistes israéliens ont joué un rôle crucial dans le développement économique de la région et plus précisément dans le sort accordé aux Palestiniens. D'abord animés par l'idéal sioniste de gauche comme stratégie économique, un « travail juif » pour un « capital juif », la baisse des profits réalisés sur leur territoire national a conduit les maîtres du capital israélien à voir « plus grand ». A la lecture des évènements de guerre et de conquête de l'Etat d'Israël, nous évoquerons la structuration capitaliste de la région et donc la façon dont la lutte des classes opérait sur ce territoire. Notre angle de vue concernera une amplitude temporelle de l'ordre d'une vingtaine d'années, de 1967 à 1991. L'objet de cet article n'est pas de réalisé un abrégé d'histoire contemporaine mais de poser les bases structurelles dans lesquelles le conflit baigne encore afin de tordre le cou à l'idée que le problème entre Israéliens et Palestiniens est un problème ethnique ou religieux. En évoquant la guerre des Six Jours, nous introduirons les grandes questions liées à l'économie israélienne et l'état des forces en présence dans la région moyen-orientale. Nous discuterons ensuite des résultats de la guerre des Six Jours, plus particulièrement de la fondation des rapports de classe entre capital israélien et prolétariat palestinien. Nous tenterons enfin de déterminer les limites du cycle d'accumulation capitaliste proposé par Israël jusqu'en 1987, heure de la première Intifada et date d'une reconfiguration des rapports de classe dans la région.

La guerre des Six Jours ou le début de la fin.

La guerre des Six Jours a opposé Israël à l'Egypte, la Syrie et la Jordanie en juin 1967. Une guerre « éclair » menée par Israël sous le titre de la prévention qui a modifié l'ensemble des rapports sociaux de la région. Du parti Baas syrien à Nasser en passant par la communauté palestinienne de Jordanie, le panarabisme représentait un mouvement politique d'alliance arabe socialiste contre le monopole capitaliste occidental et donc contre Israël, Etat émissaire du bloc de l'Ouest au Machrek. A cette époque, il faut rappeler que la Cisjordanie est administrée par le Royaume d'Hussein et la bande de Gaza par l'Egypte. En une semaine, Israël met en déroute la puissante armée égyptienne, annexe le Sinaï, le Golan, la bande de Gaza et la Cisjordanie. Ce jackpot militaire va avoir plusieurs conséquences structurelles sur la région. Tout d'abord, cet échec cuisant du panarabisme viendra confirmer la défaveur des pays arabes dans les rapports de force liés au développement de la manne pétrolière dans les pays du Golfe. Nous assistons alors à une reconfiguration régionale de l'accumulation capitaliste, structurée autour de l'intégration de la rente pétrolière dans l'organisation sociale de tous les pays du Moyen-Orient, mettant hors-jeu les tentatives de développement nationaliste arabe par les bourgeoisies nationales liées au mouvement panarabiste. Israël et l'Arabie Saoudite se regardaient face à face, acteurs distincts du développement capitaliste de la région, l'un développant sa nouvelle aire nationale, l'autre son aire régionale, tous deux capteurs premiers de la main d'œuvre des alentours. Concernant les retombées de 1967, les réactions diplomatiques à ces annexions ne se font pas attendre et la France, premier fournisseur d'armes à l'Etat d'Israël, suspend ses exportations. C'est alors le point de départ de ce que certains appellent le développement par la bourgeoisie israélienne d'un complexe militaro-industriel, fer de lance du développement économique du pays. Alors qu'à la veille de la guerre, le chômage atteignait un taux de record de 10%, que l'économie connaissait une forte récession et que plus d'Israéliens quittaient le territoire que d'autres y rentraient, c'est un véritable boom économique que va connaître l'Etat hébreu au lendemain. Le Parti travailliste, à la tête de l'Etat, va s'efforcer de développer un capitalisme d'Etat centré sur la production militaire de haute technologie, aidé pour cela par l'Occident dont les soutiens financiers correspondent en réalité à des dons directement incorporés dans l'appareil productif israélien. Mais cette success story israélienne serait bien bancale si on omettait de préciser quel a été le rôle des Territoires Occupés dans ce renouveau. L'occupation des Territoires Occupés s'est organisée autour des ordres militaires. Ce vaste dispositif de pouvoir martial intégrait également le nouveau dessin de l'économie marchande que l'on entendait imposer aux Palestiniens. De 1967 à 1993, plus de cinquante pour cent des ordres militaires ont concerné la vie économique des Territoires. C'était la manière pour Israël d'intégrer les territoires palestiniens au capital israélien et donc de transformer, manu militari, les paysans palestiniens en une main d'œuvre corvéable à merci. Les premiers ordres économiques ont concerné l'isolement de l'économie palestinienne ante-guerre des Six Jours, en rendant illégal tout accord d'importations et d'exportations établis sans l'autorisation préalable des autorités compétentes, donc des autorités israéliennes. Les ordres vont s'attaquer à toute possible lueur d'autonomie des agents économiques palestiniens. Toutes les décisions reviennent à l'occupant, de la création d'entreprise à la commande de matière première pour l'industrie. C'est ainsi, qu'Israël, en contractualisant l'obligation pour les Palestiniens de vendre en Israël et d'acheter en Israël, a fait de la population palestinienne son obligée. Grâce à cette absorption faramineuse de main d'œuvre, les capitalistes israéliens vont concentrer leur prolétariat national à la confection des dernières étapes des produits issus de l'industrie militaro-hightech et à la sécurité du territoire, et vont exploiter des Palestiniens dans les secteurs intensifs en travail vivant, premières étapes de l'industrie militaires, textiles, agro-alimentaires etc. Vaste sous-traitant du capital national israélien, l'économie palestinienne se définit alors comme la prisonnière exclusive de l'exploitation capitaliste israélienne, rappelée régulièrement à l'ordre par les militaires qui se donnent un malin plaisir à venir exproprier ou saccager les projets palestiniens qui font concurrence à Israël. A chaque fois qu'un Palestinien achète un truc dans le commerce, il file de la thune aux patrons qui lui ont filé son salaire de misère. Un paradigme exclusiviste que même Machiavel jalouserait. Ainsi, à partir de 1967, 90 à 95 % des importations en Palestine sont d'origine israélienne. Mais cette position de sous-traitance ne signifie pas le plein emploi. Alors que la force de travail palestinienne disponible augmente de 64%, les emplois en territoires occupés n'augmentent

que de 28%. Deux solutions s'offriront alors aux chômeurs : aller travailler en Israël ou dans les pays du Golfe, deux marchés particulièrement voraces comme le décrit Alain Gresh en évoquant le « marché aux esclaves » en juin 1985.

« Ainsi, chaque matin, à Tel-Aviv, se tient le « marché aux esclaves », où, dès 5 heures, se regroupent des hommes venus de Gaza pour vendre leur force de travail ; des entrepreneurs israéliens passent en voiture et embauchent le nombre de bras qui leur sont nécessaires. Payés à la journée, sans garanties sociales ni stabilité d'emploi, ils représentent une main-d'œuvre corvéable à merci... La crise économique n'a que peu affecté, pour l'instant, le travail arabe. Comme les immigrés en Europe, les Palestiniens occupent des emplois que personne ne veut assurer à leur place. »

Changement d'ambiance

Alors qu'en 1967, le Parti travailliste tente toujours d'élaborer un Etat providence en collaboration avec le Histadrout, syndicat de la force de travail israélienne, le sort des prolétaires palestiniens ne sera jamais celui d'un prolétariat confirmé par la reproduction du capital national. Véritables parias, ces derniers ont toujours été placé dans un paradigme de colonisation, attelés aux plus basses tâches de l'industrie et de l'agriculture dans les territoires occupés et en Israël même. Le complexe militaro-industriel israélien a largement été dopé par l'effort de guerre comme le souligne l'investissement dans le secteur de la défense en 1973 (25% du PIB israélien) durant la guerre du Kippour, dernière guerre conventionnelle entre l'alliance syrio-egyptienne et Israël qui donnera les accords du Caire en 1979, entérinant définitivement le conflit israélo-arabe pour ne garder que le conflit israélo-palestinien. Au lendemain de la guerre du Kippour, point final d'une guerre d'usure justifiant les dépenses militaires disproportionnées, l'économie israélienne connaît un net ralentissement. La paix ne paie pas. Le théâtre politique est bouleversé en 1977 par l'arrivée du Likoud, droite israélienne, à la Knesset (Assemblée nationale).

Cet évènement va alors intervenir comme le marqueur historique de la restructuration capitaliste en Israël et dans les Territoires Occupés. Les mesures libérales prises par le Likoud (fin du taux de change fixe, fin des aides à l'exportation, privatisations de services publics etc.) mettent fin au dirigisme d'Etat cher aux sionistes de gauche. Comme réaction à la crise de la valorisation du capital national, cette restructuration va chercher à baisser le coût du travail pour gagner un avantage concurrentiel et c'est aux Palestiniens que l'on va s'adresser. L'offensive libérale peut profiter du faible développement des organisations syndicales et, plus globalement, de l'archaïsme de l'appareil productif laissé aux Palestiniens pour tailler au rabot les quelques avantages de corporation dans le textile, l'agriculture ou la sous-traitance high-tech. En effet, qui dit appareil productif très peu développé dit interchangeabilité de la main d'œuvre, donc licenciements express, atomisation de la force collective du prolétariat etc. Et rajoutons à cela, ce qui est une spécificité non-négligeable de la guerre de classe en Palestine, l'armée, qui, pour un oui ou pour un non, soit vous bute soit vous jette au trou. Compte tenu du déficit d'emploi dans les territoires occupés, de nombreux Palestiniens sont partis travailler soit en Israël soit dans les pays du Golfe. En Israël, ces travailleurs de seconde zone, souvent dans le bâtiment, qui paient les cotisations sociales sans pouvoir profiter des services publics auxquels celles-ci ouvrent, sont les premiers touchés par la contraction de l'emploi. Pour donner un ordre d'idée de l'importance de ces ressources pour les Palestiniens, les ouvriers palestiniens employés en Israël, estimés à 80000 en 1984 (51% dans la construction, 20% dans l'industrie), représentaient 45% de la main d'œuvre de Cisjordanie et leurs revenus représentaient 25% du PNB de la Cisjordanie.

« La première Intifada est le constat de l'échec économique de deux formes capitalistes qu'ont expérimentées, à leurs dépens, les Palestiniens »

Dans les pays du Golfe, les travailleurs qualifiés, installés plus particulièrement au Koweit, subissent le même sort au moment de la chute du prix du pétrole et sont pour beaucoup renvoyés en Cisjordanie au milieu des années 80. Si on additionne la contraction de l'emploi en Israël, en Cisjordanie et dans les pays du Golfe, on peut franchement se demander ce qu'il reste à nos camarades Palestiniens. Parallèlement à la crise violente que connaît Israël au début des années 80 (Krach boursier en 1983, l'Etat nationalise les quatre principales banques, 445% d'inflation en 1984), l'économie des territoires occupés ne se porte guère mieux. On dira seulement qu'ils ne risquaient pas d'être sujets à un krach boursier puisque la première banque arabe (jordanienne) autorisée en Cisjordanie est arrivée en 1986 … Vu que toute l'économie palestinienne est indexée sur les besoins de l'économie israélienne, l'effet domino est inévitable. Sous perfusion de l'aide humanitaire, les Palestiniens tentent de s'en sortir comme ils le peuvent. Après une quinzaine d'années d'enrôlement dans le salariat israélien, voilà que l'histoire change pour ces Palestiniens trop peu rentables pour les nouvelles moyennes du marché mondial.

La première Intifada

La guerre des pierres a débuté en décembre 1987. Mouvement largement spontané, il reçoit l'appui de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine dont le leader était Yasser Arafat), parti nationaliste de gauche (issu du panarabisme), qui tente de centraliser ce soulèvement populaire autour du nationalisme palestinien. Devant ce mouvement de résistance à l'occupation, Israël emploie la force et la stratégie, en tentant d'implanter une bourgeoisie d'Etat jordanienne à la tête des principales villes de Cisjordanie, contre l'OLP. La première Intifada est le constat de l'échec économique de deux formes capitalistes qu'ont expérimentées, à leurs dépens, les Palestiniens. Que ce soit le capitalisme national israélien ou la circulation régionale de la rente pétrolière par les pays du Golfe, aucun de ces deux systèmes ne pouvaient assurer la survie du prolétariat du coin, surtout des Palestiniens, derniers des derniers. Bien plus qu'un soulèvement contre l'impérialisme, l'Intifada fut un soulèvement contre la situation de survie dans laquelle sont maintenus les Palestiniens. La caractéristique de la colonisation des territoires palestiniens a permis de structurer le discours nationaliste malgré le fait que celui-ci soit déjà anachronique, l'occupation israélienne étant avant tout une absorption des territoires.

En effet, le conflit israélo-palestinien va bien plus loin qu'un problème spécifiquement colonial. Le conflit israélo-palestinien, c'est une guerre de classe, géographiquement très resserrée, avec au centre les zones huppées d'Israël et en périphérie les territoires occupées, une guerre aux banlieues arabes pauvres sans concession, avec en prime un discours mythique de division des « peuples », élus ou non, légitimant les exactions quotidiennes de Tsahal. Les accords d'Oslo qui suivront la première Intifada sont une véritable contractualisation de cette absorption de la Palestine par Israël, une absorption où l'on stipulera que les Palestiniens ont enfin accès à l'autonomie tant souhaitée par la création d'un zonage des territoires, où les zones A, gérée par le syndicat jaune de la force de travail palestinienne appelée l'Autorité Palestinienne, sont les ghettos les plus à plaindre en ce qui concerne la qualité de vie comme l'article suivant le détaillera.

Et après ?

Ce court retour sur la situation de 1967 aux accords d'Oslo était nécessaire à plusieurs titres. Tout d'abord, nous avons pu remarquer que le souci premier de l'occupant a toujours été économique et que le maintien de la domination sociale a profité avant tout aux entrepreneurs israéliens, les promoteurs immobilier en tête. Ensuite, derrière le conflit israélo-palestinien, c'est l'ensemble du développement capitaliste de la région qui se dessine, où la situation des Palestiniens est un marqueur social clair du rapports de force Capital/Prolétariat dans le cycle d'accumulation précédent mais également à la limite de ce cycle, dans la période de restructuration, dont les principaux éléments (notamment l'organisation pratique des accords d'Oslo) seront évoqués dans l'article suivant pour donner le ton de l'ambiance actuelle. La surface des discours laisse parfois trop peu d'indice sur les points de tensions effectifs entre la bourgeoisie israélienne (et ses chiens) et les populations arabes de Palestine et d'Israël.

Les accords d'Oslo sont hypocrites à plus d'un titre. D'abord, bien loin de redonner l'autonomie à la Cisjordanie et la bande de Gaza, ils ont atomisé les liens, en instituant un zonage découpé d'enclaves et de check-points. Ils ont débarrassé l'Etat israélien des investissements financiers en termes de maintien de l'ordre sur les territoires autonomes. Ils ont contractualisé à la fois l'exploitation exclusiviste des capitalistes israéliens sur les prolos palestiniens mais également l'excédentarité d'une bonne partie de la main d'œuvre palestinienne pour l'économie israélienne et donc un refoulement du surplus dans les enclaves ghettoïsées de l'Autorité Palestinienne. Il n'y a pas d'amélioration, pas de progrès, pas d'espoir pour le prolétariat palestinien. Mais il y a une rage que rien n'éteint, parce que personne ne supporte d'être étouffé sans se défendre.

DEPUIS LES ACCORDS D'OSLO

La fameuse poignée de main de septembre 1993 entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, sous l'œil bienveillant de tonton Bill, consacrait entre Israël et l'OLP une déclaration de principe nourrissant de nombreux espoirs. Tout le monde a cru aux mots d'ordre de fin de guerre imminente et de libération. En vérité, Oslo c'est l'avènement de la grande mascarade autour de la dialectique de la paix qui compliquera toutes tentatives de résistance des palestiniens. Par paix, il faut pourtant entendre sécurisation des capitaux et possibilité de s'enrichir pour quelques uns. Alors que l'occupation dans tout ça, l'impérialisme et la colonisation sont loin de reculer. La Palestine s'enfonce dans la dépendance aux pays donateurs et dans la soumission à Israël.

Ce qu'on appelle les Accords d'Oslo sont en réalité plusieurs conventions, plus ou moins officielles, qui règlent les questions sécuritaires, économiques, territoriales... La première Intifada en décembre 1987 avait en effet montré que la situation telle qu'elle persistait depuis 1967 n'était plus tenable d'un point de vue sécuritaire et notamment dans les villes. Il était donc urgent de déléguer le maintien de l'ordre à une autorité qui serait ressentie comme légitime. L'État d'Israël, tout de même en position de force, n'était pas prêt pour autant à perdre son hégémonie économique.

Le protocole de Paris, signé le 29 avril 1994, pose le cadre des relations économiques entre Israël et Palestine, avant le premier accord territorial. Il formalise l'union douanière entre les deux pays et organise une libéralisation (sous contrôle) avec la Jordanie et l'Egypte (libéralisation sur 526 produits listés, surtout des produits de première nécessité). En bref, les économies Israéliennes et Palestiniennes sont mises en concurrence mais Israël contrôle toujours les frontières et les importations continuent d'être filtrées, ce qui restreint toute possibilité de développement industriel pour les palestiniens.

Par ailleurs, non seulement des restrictions quantitatives sur les produits agricoles palestiniens exportés en Israël sont imposés, mais la TVA doit également être alignée sur la TVA israélienne, ce qui fait perdre aux produits palestiniens toute compétitivité dans les pays arabes voisins. C'est Israël par ailleurs qui perçoit les droits de douane et les reverse à l'Autorité Palestinienne... ou pas. L'Etat Hébreux s'octroie enfin la possibilité d'imposer des restrictions aux travailleurs palestiniens.

En définitive, on leur a vendu le développement par la libéralisation et l'ouverture au marché international. Pourtant leurs frontières sont sous tutelle et les prix des produits, discriminés dans les faits. C'est donc sans difficulté qu'Israël a conservé son hégémonie commerciale. Les activités productives se sont réduites depuis Oslo, et la balance commerciale s'est creusée. Les produits israéliens ont inondé le marché palestinien et les produits palestiniens peinent à s'exporter où que ce soit (ou s'exportent pour le compte d'Israël). C'est en laissant une petite part du gâteau à la nouvelle autorité qui représente la Palestine que tout cela est rendu possible.

L'apparition d'un nouvel acteur, l'autorité Palestinienne (AP) et la centralité de la question sécuritaire

Une autorité soumise aux pressions…

Les accords d'Oslo prévoient un « redéploiement » des forces Israéliennes en Cisjordanie et la création d'un proto-appareil d'État, l'Autorité Palestinienne, pour administrer les zones quittées par l'armée israélienne. Or, l'Autorité Palestinienne est une force politique soumise aux pressions économiques, et par voie de conséquence aux pressions politiques. L'État israélien, a conservé la gestion des frontières et perçoit, nous l'avons dit, les droits de douane palestiniens. Cependant, comme il y a peu de taxe sur les produits internes, les taxes sur l'importation sont une part énorme du budget de l'AP (autour de 60%), c'est un moyen de pression aux mains d'Israël qui peut aisément décider de ne pas le reverser en cas de conflit.

Les États préteurs ne sont pas en reste en termes d'impérialisme économico-politique. L'aide internationale est une part importante du budget de l'Autorité Palestinienne. Or, les bailleurs ont montré en 2006 que le versement de leur aide n'était pas inconditionnel. Le peuple avait « démocratiquement élu » le Hamas à la tête de l'Autorité Palestinienne. Considérant ce parti comme terroriste, ils ont cessé d'envoyer l'argent et l'AP ne pouvait donc plus rémunérer ses fonctionnaires. Cet épisode a été à l'origine de la scission politique de l'Autorité Palestinienne entre Gaza et la Cisjordanie. En Cisjordanie, elle a permis de propulser Salam Fayyad, ancien haut fonctionnaire de la banque mondiale et du FMI, ministre de l'économie, puis 1er ministre. Les aides ont alors abondé, 8 milliard de dollars ont été cédés par les pays donateurs sur 3 ans. C'est ainsi, que sous couvert de préservation de la paix, les pays occidentaux ont placé leur pion adepte de la logique néolibérale et persuadé de la nécessité de la répression des cellules de résistance. Salam Fayyad cherchera à relancer l'économie palestinienne par une « politique volontariste de développement »(1) , cependant cette relance n'a pas eu les bénéfices escomptés.

… Qui finalement profite des dividendes de l'occupation et joue son rôle de gestionnaire de la population.

Cette Autorité Palestinienne est devenue rapidement un acteur économique de poids, du fait notamment de son quasi-monopole de la gestion des aides internationales (officiellement versées au PEDCAR(2), mais celui-ci est détenu en réalité par l'exécutif de l'AP) qu'elle est chargée de redistribuer.

Faute de pouvoir favoriser un développement autonome de l'économie palestinienne, une partie de l'argent est « détournée » et permet à quelques cadres du Fatah à la tête de l'AP de s'enrichir. L'argent est notamment investi à travers des holdings publiques ou semi-publics, à l'étranger ou dans des compagnies telles que le Jericho Ressort (un Casino à Jéricho qui permet aux Israéliens de faire ce qui est interdit sur leur territoire : parier) ou l'hôtel intercontinental (un immense hôtel de luxe qui jouxte le camp de réfugiés d'Aida, à Bethléem). Des monopoles, sur l'importation d'un certain nombre de produits sur les territoires palestiniens, sont par ailleurs détenus par quelques membres imminents de l'AP ; ainsi des produits tels que le pétrole, le ciment (plutôt utile pour la construction du mur) ou les cigarettes sont concernés. Cet argent détourné permet l'entretien de réseaux de clientèle et l'enrichissement de quelques uns. En contrepartie, l'AP est tenue d'accomplir sa mission : tenir en respect la population.

L'autorité Palestinienne devient un pourvoyeur non négligeable d'emploi en Cisjordanie. Près de 40% de la population vit grâce à ses salaires (les salariés et leur famille). Pour eux, remettre en question l'AP ou s'attaquer à Israël équivaudrait à renoncer à leur moyen de subsistance.

Par ailleurs, l'AP a développé un très large dispositif policier, qui emploie la moitié de ses fonctionnaires. Cette police Palestinienne est garante de la « paix » et de la sécurité des Israéliens : elle collabore outrageusement avec l'armée Israélienne dans la recherche et la répression d'hypothétiques volontés séditieuses (concrètement, les fichiers de la police Palestinienne sont partagés avec celle de l'armée Israélienne et il ne fait pas bon s'afficher comme participant d'une organisation que l'État Israélien considère comme terroriste)(3). Elle organise également le maintien de l'ordre sur le territoire Palestinien et tente d'enrayer toute contestation sur la gestion du territoire de l'AP.

La pratique du bouclage, la fragmentation de la Palestine et la persistance de la colonisation

Nous l'avons vu, Israël contrôle les frontières et les exportations. Quant à l'AP, elle n'investit pas dans les systèmes productifs : en effet, la production agricole aussi bien qu'industrielle est très restreinte. Tandis que ces secteurs de l'économie sont en concurrence avec ceux d'Israël, bien plus « performants », ils doivent également faire face à des pratiques récurrentes de bouclages de sécurité imposés par leur voisin israélien ; ce qui a pour conséquence de décourager tout investisseur étranger de commercer avec la palestine, dont les marchandises sont trop sujettes à des retards ainsi qu'à des coûts d'importation et d'exportation fluctuants.

Cette pratique du bouclage, systématisé depuis 1993, touche également les ouvriers qui auparavant allaient vendre leur force de travail en Israël, ce qui concourt à accroître le chômage sur les territoires palestiniens. A Gaza par exemple, c'est 50% de la population qui était employé en Israël.

Cependant, cette pratique du bouclage est à la fois externe et interne. En effet, le processus d'Oslo divise la Cisjordanie en 3 zones : A, B et C. Il s'appuie sur l'accord concernant la Cisjordanie et la Bande de Gaza, ou « Accord de Taba », signé à Washington le 28 septembre 1995. Cette division était censée être temporaire mais devint rapidement permanente et significative.

Seul 18% du territoire, est sous contrôle total de l'Autorité Palestinienne. Cette portion englobe les

principales villes Cisjordanienne, où la sécurité d'Israël n'était plus assurée. La zone B est sous administration mixte : Israélienne pour ce qui est de la sécurité et Palestinienne pour le reste. Elle comprend 21% du territoire et la majorité des villages. La zone C (61% du territoire), reste sous contrôle total Israélien. Dans ces zones B et C, la circulation des Palestiniens n'est pas libre, des zones de contournement évitent Jérusalem, que seuls les résidents peuvent traverser. Il y a des checkpoints au passage d'une zone à l'autre, où sont contrôlées marchandises et identités par l'armée Israélienne. Leur traversée peut être très laborieuse. Israël peut décider à tout moment d'empêcher toute circulation sur les zones qu'ils contrôlent militairement, comme ils l'ont fait pendant des centaines de jours durant la seconde Intifada. Cette pratique a créé un isolement territorial, constitué de différents îlots qui ont cessé de commercer entre eux et ont développé, à l'instar des Bantoustan de l'Etat Sud-Africain d'Apartheid, une économie autarcique. Les conséquences du bouclage ont été exacerbées depuis la construction du mur aux abords de la ligne verte.

C'est également en zone C que s'installent les colons(4). Or la plupart des colonies ne sont pas disposées au hasard. Proches des principaux points d'eau, des terres les plus fertiles, cette zone C permet à Israël de garder un contrôle sur l'eau, l'agriculture et l'industrie, de s'octroyer les terres les plus fertiles et de faire des colonies un pole économique fécond.

L'exemple de l'agriculture est assez symptomatique. Rares sont les paysans en zone C qui parviennent à maintenir leur activité. Les raisons sont diverses. Beaucoup étaient des bédouins sans réel droit de propriété sur leurs terres, ils sont privés de droit de construire et délogés périodiquement. Certains voient leur terres confisquées « pour des raisons de sécurité » (quand ils sont proches des colonies par exemple). D'autres, faute de pouvoir se payer l'eau pour irriguer(5) ou les intrants qu'ils sont dans l'obligation d'importer, abandonnent l'exploitation de leur terre et se la voient donc confisquée (l'administration Israélienne a ravivé pour l'occasion une vieille loi ottomane qui prévoyait la réappropriation étatique des terres non cultivées par leurs propriétaire pendant 3 ans).

La vallée du Jourdain s'est ainsi transformée en région d'agriculture industrielle d'exportation aux mains d'Israël. Les petits paysans sont devenus des ouvriers agricoles sous-payés qui cultivent pour les colonies. Ils sont entre 7000 et 20000 en saison haute, dont 20% sont des femmes et des enfants. Ils n'ont pas de contrat de travail (il leur faudraidéjà un casier vierge pour rentrer légalement sur les colonies, or 40% des hommes ont eu des déboires avec la justice) et sont « embauchés » par des intermédiaires palestiniens qui ont démontré leur allégeance et obédience aux colons et qui se servent sur leurs salaires. Ils sont au final sous-payés et doivent tenir des cadences aberrantes dans des conditions de sécurité plus que précaires. La moindre revendication ou accident du travail et ils sont remplacés par la nombreuse main d'œuvre excédentaire présente en Palestine ou « importé » (notamment de Thaïlande pour l'agriculture).

Dans le même esprit, les industries, types Maquiladoras se sont implantées derrière le mur, côté Palestinien, pour profiter de la main d'œuvre palestinienne excédentaire et bon marché. Après les premiers accords d'Oslo, des fonctionnaires israéliens et palestiniens s'entendirent sur la création de 9 parcs industriels le long de la ligne verte avec 100 000 emplois palestiniens à la clé. Les coûts de production restent de 70% inférieurs à ceux d'Israël. Le mur a en effet aggravé le chômage en Cisjordanie et à Gaza. 120 000 palestiniens qui travaillaient en Israël ne peuvent plus s'y rendre et bon nombre de paysans, nous l'avons vu, ont mis fin à leur activité. Le mur est une aubaine pour les deux éléments nécessaires à l'économie israélienne, sécurité et exploitation.

Gaza, le bouclage d'une zone économiquement inutile.

La situation de Gaza mériterait une attention particulière tant la situation y est particulièrement insoutenable. Avant la seconde Intifada, la situation y était assez similaire qu'en Cisjordanie, avec une ouverture au marché Israélien, des colonies, une main d'œuvre utilisée dans le bâtiment et l'agriculture Israélienne ainsi que de nombreux emplois publics financés par les subventions internationales. En 2005, les colons ont été retirés de la zone. En 2006, le Hamas accède au pouvoir. Gaza est séparé du reste de la Palestine. L'aide internationale cesse d'être octroyée et les emplois publics s'amoindrissent. La bande de Gaza devient une sorte de prison à ciel ouvert, victime d'un blocus égyptien et israélien. Il n'y a plus d'activité industrielle, l'activité agricole y est aussi restreinte. L'accès à la mer est limité et les petits pêcheurs sont harcelés dans leur activité. Seuls les tunnels de contrebande gérés par quelques familles permettent d'importer marchandises et armes. Leur gestion est de plus en plus contrôlée par le Hamas qui approuve la création de nouveaux tunnels tandis qu'Israël a décidé de les détruire un a un.De plus en plus, c'est la seule construction immobilière qui emploie et prospère (étant donné le rythme de destruction). Le Hamas garde des soutiens financiers et logistiques internationaux, mais conduit une politique clientéliste excluant toute une partie de la population gazaoui. On manque de tout à Gaza, eau

et électricité, mais c'est finalement sous perfusion de l'aide humanitaire que la population survit. Gaza est devenue comme une sorte de laboratoire d'oppression et de répression des populations où chaque guerre préventive d'Israël repousse les limites des possibles à l'encontre d'hommes, de femmes et d'enfants qui ne se matérialisent plus que par des chiffres relatant le nombre de mort. Ils payent le prix fort pour leur insoumission, et tout ça avec des dirigeants qui sont loin de servir les intérêts du peuple et répriment également ceux qui tiennent un discours de classe. Malgré tout, c'est avec une sorte d'admiration que les Palestiniens de Cisjordanie regardent la résistance de Gaza et envient leur marge de manœuvre, tout du moins vis-à-vis d'Israël.

De l'autre côté de la ligne verte :

L'immigration économique, une remise en cause du paradigme sioniste.

A partir de mars 1993, les bouclages de sécurité des territoires occupés ont été mis en place par l'armée israélienne. Des checkpoints sont installés, tandis que pour aller travailler en Israël, les palestiniens devront désormais obtenir un permis de travail auprès de l'Administration Israélienne. L'accessibilité du travail en Israël pour les palestiniens va considérablement se réduire, et ce, davantage encore après la construction du mur (les passages clandestin en Israël se compliquent également).

Pour pallier à cet abaissement de main d'œuvre bon marché, la politique d'immigration exclusivement juive (outre les familles non juives des immigrants de l'ex URSS) a été revue et les premiers travailleurs migrants vont être importés d'Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie, Turquie), d'Amérique latine (Colombie, Pérou) et d'Asie (Chine, Thaïlande, Philippines) dès le milieu des années 90. Cette immigration est le fait d'intermédiaires qui mettent en contact les migrants avec des employeurs, puis leur délivrent un contrat, un billet d'avion et un visa, le tout contre un bon paquet de pognon. En fonction des intermédiaires et des ambassadeurs de ces pays, les travailleurs ont un statut plus ou moins défavorable. Les plus mal lotis sont les Chinois, mais dans l'ensemble, par principe, le salaire de ces ouvriers est toujours très inférieur aux normes du droit du travail pour les israéliens. Les visas délivrés ne sont que des visas à très courts termes (2 ans) et lient les immigrés à leurs patrons (avec les dérives classiques : confiscation des passeports, mise en esclavage, refus de paiement des salaires…). En définitive, beaucoup vont se s'échapper de leur patron/exploiteur et rester sur le territoire illégalement.

Dans la même période, des travailleurs clandestins rentrent par la frontière égyptienne : ils proviennent d'Afrique de l'Ouest, du Congo, puis à partir de 2004, d'Afrique sub-saharienne. Ces travailleurs importés, non juifs, souvent illégaux, soutenus par aucun syndicat, ont donc fait gonfler la quantité de main d'œuvre très peu chère, pour remplacer les Palestiniens dans ce qui constitue le socle du marché du travail largement stratifié (bâtiment, restauration, agriculture, travail domestique).

Le sort des travailleurs étrangers et des demandeurs d'asile utilisés comme simple variable d'ajustement, est évidemment lié à la conjoncture économique. En 2002, alors que le chômage s'accentuait et que le pays faisait face à un ralentissement économique, l'argument de la mise en péril du caractère juif de la nation, par la naissance d'une seconde génération d'immigré, a justifié le renforcement des frontières(6) et la chasse aux illégaux(7). La création de nouveaux camps, ouverts la journée mais dans lesquels les étrangers devaient pointer 3 fois par jour, a provoqué des manifestations sans pareil des clandestins, pourtant traditionnellement enclins à se faire discrets, dans les rues de Tel Aviv en janvier 2014 (près de 60 000 personnes ont défilé).

Le traitement des immigrés, a fortiori sans-papiers, n'est qu'une expression d'une pratique libérale et coloniale,au sein de laquelle quelques familles aristocrato-industrielles s'enrichissent ostensiblement et justifient les inégalités structurelles exacerbées, par le désengagement étatique dans les secteurs sociaux et les services publics, ainsi que par la stigmatisation et l'exploitation de certaines portions de la population, de préférence non juives et/ou non blanches. L'ensemble étant bien entendu mâtiné d'un discours sioniste.

Par exemple, les arabes israéliens qui n'ont pas quitté leur terre en 48 ou 67, ont toujours été sujets à une discrimination sociale et économique, ainsi que considérés comme des citoyens de seconde zone. Ils représentent près de 20% de la population Israélienne, mais 50% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté et n'ont pas les mêmes droits en matière d'accès à l'éducation, aux droits sociaux et à la propriété. Face à leurs tentatives d'interventions politiques et de revendications de pleine citoyenneté, les discours anti-arabes se sont radicalisés et banalisés, que ce soit dans la société ou dans le débat politique. En effet, ils sont devenus un sujet de préoccupation majeur et une partie intégrante du « problème palestinien ». Dans le même esprit, les falashas, immigrants d'Ethiopie pourtant juifs, connaissent également de grandes difficultés d'intégration. Considéres comme une immigration peu utile, puisque peu qualifiée, voire peu alphabétisée, ils ont été relégués dans des quartiers périphériques des villes, dans des habitations précaires sans raccordement aux services publiques… On questionne même la sincérité et l'authenticité de leur judaïsme afin de justifier leurs conditions de vie et leur marginalisation.

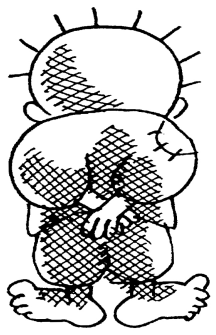
Business as usual

Nous l'avons vu dans le premier article, la libéralisation du système économique israélien a été l'œuvre d'un coup de force du Likoud, qui, après une tentative de dérégularisation sans garde-fou de l'économie à la fin des années 70, a décidé de diriger d'une main de fer la restructuration libérale du pays, dans l'élan du processus de mondialisation. A partir de 2003, les privatisations, l'ouverture aux capitaux étrangers, la réduction des dépenses sociales ainsi que la baisse de la pression fiscale (tout en augmentant la fiscalité indirecte) offrent à cette longue tradition politique post-restructuration une continuité profondément radicale. En 2011, diverses vagues de protestation ont dénoncé les politiques de gestion en « nation start-up » du gouvernement, qui s'entoure de conseillers privés pour définir ses politiques économiques et sociales, ainsi que leurs conséquences désastreuses sur les plus modestes et la classe moyenne. Ces protestations n'eurent cependant aucun impact sur le désengagement de l'Etat.

L' « économie florissante » israélienne n'est pourtant que le fruit de l'exploitation et d'une mise à profit de sa spécificité guerrière. Leur économie reposant sur l'exportation, l'accès à une main d'œuvre très bon marché sur leur territoire favorise donc leur compétitivité. Par ailleurs, afin de répondre à la situation de guerre perpétuelle, israël travaille à l'émancipation de sa dépendance en matière d'armement et développe son industrie militaire, se positionne à la pointe des recherches sur les nouvelles technologies de combat (drones, miniaturisations, techniques de gestion des foules en manifestation, de contre-insurrections : l'ingénierie israélienne fait école et inspire l'ensemble des démocraties occidentales).Les Etats-Unis demeurent des collaborateurs privilégiés sur la question du maintien de l'ordre dans la région et sont « actionnaires » à 20% du budget militaire d'Israël. Depuis Oslo, les dépenses militaires dans le budget de l'État n'atteignent plus les pics d'antan mais les sociétés publiques qui dominent le marché de l'armement ainsi que les nombreux sous-traitants du secteur privé font leur beurre en exportant leurs marchandises. Les clients sont friands de cette technologie qu'ils ont pu voir à l'œuvre et qui a fait ses preuves sur le terrain (la dernière guerre de Gaza a bien démontré l'efficacité du dôme de fer). Les hautes technologies militaires se convertissent avec une ambivalence interdépendante dans l'industrie civile.

Malgré cette économie fleurissante, Israël est montré du doigt comme étant le pays « développé » le plus inégalitaire, où 25% de la population est considéré comme pauvre.

De parts et d'autres de la ligne verte, les mêmes logiques sont à l'œuvre : une stratégie coloniale au service des capitaux privés israéliens gérés par un État moderne libéral où les capitalistes s'enrichissent par l'exploitation des prolos. Dans les territoires occupés, la « paix » est achetée à une élite garante de l'ordre. Malgré la lourde répression à double visages, les tentatives de résistance et les espoirs de libération ne tarissent pas. Les réfugiés de 1948 et 1967, encore entassés dans des camps en Cisjordanie sont le symbole de cette résistance persistante. Ils sont restés les bastions de l'insurrection pendant la seconde Intifada et sont encore aujourd'hui à l'origine des agitations et émeutes. La précarité de leur condition a façonné leur disposition à la révolte. Leur détermination au retour ainsi que celle des arabes israéliens à rester sur leur terre invalident toutes solutions à deux États, à laquelle il était, en tout état de cause, malaisé de croire au vu de la mainmise croissante d'Israël et de ses colons sur les territoires occupés et ses richesses. La politique d'extrême droite favorable à la colonisation menée par Netanyahu qui, non content de l'opposition centriste de certains ministres (qui refusaient notamment le projet de loi sur Israël comme «l'Etat national du peuple juif»), est allé jusqu'à dissoudre la Knesset, renforce cette certitude que le processus décrit ne fait que se renforcer. Dans la partie qui suit, nous analyserons les différents discours autour de la situation palestinienne ; mais au-delà des discours, la réalité est capitaliste et la résistance de classe !



1) C'est dans cette logique que, dans la ville de Ramallah notamment, fleurissent les projets de constructions et les immeubles luxueux. De nouveaux secteurs de l'économie se développent, toujours improductifs, tels que les banques, les assurances, la finance, le marketing. .. Une sorte de nouvelle « classe moyenne » accède à la consommation et au crédit. Elle est alors beaucoup moins apte à renoncer à ses ressources en se lançant dans un nouveau cycle de résistance.

2) Economic Council for Development & Reconstruction Administration

3) Les mêmes techniques de maintien de l'ordre sont utilisées par le israéliens et les palestiniens : les détentions préventives qui peuvent durer des mois, les tortures en prison…

4) En 2014, la population des colons est de 575 000 en Cisjordanie dont 200 000 à Jérusalem-Est. De 2010 à 2012, la construction de plus de 16 000 nouveaux logements a été annoncée ou approuvée. Les constructions dans les colonies israéliennes ont augmenté de 123 % en 2013 par rapport à 2012 [chiffre de la plateforme des ONG)

5) Ils ne peuvent pas creuser de puits a plus de 300 m de profondeur (contre 1500 m pour les colons), ni en construire de nouveaux. Or à cette profondeur, il n'y a presque plus d'eau. Les Palestiniens sont donc obligés d'acheter leur eau à la compagnie Israélienne Merkorot qui leur vend 3 fois plus cher qu'aux colons alors qu'elle est pourtant puisée sur leur terre.

6) Fermeture qui s'est soldée, à partir de 2011, aux lendemains de la révolution égyptienne, par la construction d'une barrière, l'installation de caméras, de détecteurs de mouvements, ainsi que par la création de divers camps où peuvent être enfermés pendant 3 ans sans jugement, quiconque tente de passer la frontière de manière illégale (loi sur les infiltrations). Cette fermeture visait à assurer « le caractère juif et démocratique d'Israël ».

7) Les « Oz Unit », patrouilles de police de l'immigration qui multiplient les rondes et les expulsions musclées.

LA FORCE DES DISCOURS

S'il y a bien un conflit pour lequel on a du mal à faire abstraction des discours qui circulent, c'est le conflit israélo-palestinien. Des différentes postures du sionisme aux stratégies de luttes palestiniennes, c'est un immense champ d'options politiques que nous découvrons, construit historiquement par plus de 65 ans de domination coloniale, d'exploitation et de luttes de libération nationale. Cet article tentera d'analyser les discours du conflit à travers une lecture matérialiste critique de la production de symboles confessionnels, ethniques ou raciaux. Notre but n'est pas d'enfoncer le conflit israélo-palestinien dans les schémas bien droits d'une lutte de classe « classique ». Il n'y a à vrai dire aucune lutte de classe « classique », qui pourrait s'émanciper de la complexité du monde réel parce que proche de schémas traditionnels, si tant est qu'ils existent encore. Nous souhaitons, après avoir exposé notre lecture du conflit israélo-palestinien dans les deux premiers articles, saisir sans gêne cette réalité symbolique du conflit. Il nous semble important de revenir sur la réalité du sionisme au-delà de sa mythologie fondatrice. Pour nous, l'intérêt d'analyser un discours et ses diverses composantes est avant tout d'être en capacité d'expliciter son efficacité sur le plan matériel, en l'occurrence, la poursuite de l'étouffement des palestiniens. Les formes de luttes de libération nationale qui se sont succédées en Palestine ont, elles aussi, produit leur lot d'idéologies, toujours en phase avec la matérialité de la lutte et les limites de celle-ci. De la suprématie du socialisme panarabique à la montée de l'islamisme, les codes symboliques qui circulent autour du conflit israélo-palestinien se sont complexifiés, jusqu'à contester pour certains l'évidente centralité de la question de la domination capitaliste qu'opère Israël sur les territoires.

Chacun chez toi

A la veille de la déclaration d'existence de l'État israélien en 1948, les représentants du projet sioniste avaient déjà doté le territoire palestinien de machines à fabriquer du « peuple juif ». Le Yishouv, organe structurant la vie politique et économique des juifs de Palestine sous mandat britannique, était l'embryon d'État dont les représentants israéliens avaient besoin pour produire les premiers circuits fermés à l'attention du « peuple juif », une spécialisation loin d'être hasardeuse. Au même titre que le Yishouv, la Histadrout (Association générale des travailleurs du Grand Israël) symbolisait le passage d'une diaspora juive à une population organisée autour d'une structure identitaire commune, un syndicat conforme au projet socialiste du Mapaï, le parti dirigeant auquel Ben Gourion appartient. La problématique socialiste du sionisme s'articule sur deux axes principaux : « Un travail juif pour un capital juif », la base de tout nationalisme, et « Un peuple sans terre pour une terre sans peuple », une hostilité radicale aux populations palestiniennes considérées comme de trop(1) et donc idéalement effacées dans le slogan politique d'un sionisme à l'œuvre. Les capitalistes israéliens vont alors développer cette structure économique fermée grâce aux nombreux dons des pays occidentaux et à un coût du travail extrêmement bas, « pour la cause ». Avec le slogan « De la classe au peuple », Ben Gourion met des mots sur un projet visant à gommer les contradictions de classe existantes au sein de cette toute nouvelle structure étatique au nom de la mission messianique à laquelle participe toute la population juive. Soixante-dix ans plus tard, cette sommation à la soumission au grand projet sioniste n'a pas beaucoup vieilli.

Au lendemain de la Nakbah (« Catastrophe » en arabe), c'est-à-dire la guerre de 1948 qui a chassé de nombreux palestiniens de leurs terres, les territoires palestiniens restants sont annexés par le Royaume de Jordanie et par l'Égypte. C'est bien évidemment l'Egypte, dirigée par Nasser, qui prendra la première le parti des palestiniens, encore appelés « arabes ». Parce que même si le modèle économique entre Israël et l'Égypte est sensiblement le même, à savoir un capitalisme d'État, le mouvement sioniste, allié des Occidentaux et particulièrement de la vieille Europe, ne pouvait faire bon ménage en faisant incursion sur les territoires du mouvement panarabiste, définitivement opposé à ce foutu « Monde Libre ». Les conflits politiques dépassaient alors largement le cadre israélo-palestinien, pour dénoncer l'ingérence de l'Occident et sa chasse aux sorcières socialistes, même non-alignées. Dans ce cadre géopolitique, l'action des palestiniens s'est largement confondue avec celle du mouvement panarabiste, avec des pressions notables de cette nouvelle diaspora palestinienne pour la résistance à l'envahisseur israélien, notamment dans le Royaume de Jordanie ou encore au Koweit.

Six jours pour Eratz Israël

« Après la formation d'une grande armée à la suite de l'établissement de l'État, nous abolirons la partition et nous nous étendrons sur l'ensemble de la Palestine ». C'est par ces propos que Ben Gourion annonce la création de l'Armée de Défense d'Israël, plus connue sous l'appellation de Tsahal. C'est une union des différentes organisations armées pour la défense du Yishouv, dont l'Irghoun et le Lehi, forces armées issues respectivement de la droite nationaliste israélienne et du fascisme européen. La guerre des six jours, qui verra Israël coloniser l'intégralité de la Palestine historique, va radicalement modifier la production idéologique des différentes parties en conflit. Tout d'abord, cette guerre, et plus précisément la défaite du mouvement panarabe, va largement normaliser la présence israélienne dans la région. Mais malgré cette reconfiguration territoriale, qui constitue à la fois l'aboutissement du projet sioniste et le renouveau de la question palestinienne, les autorités israéliennes vont persévérer dans le discours de l'hostilité environnante, en s'appuyant sur ce discours de l'autodéfense juive pour faire tourner les usines d'armement, seule option possible pour contrer l'état pitoyable des finances d'État à la veille de la guerre et les mouvements de grève des prolétaires israéliens. La transformation d'un conflit israélo-arabe en conflit israélo-palestinien va permettre un renouveau du nationalisme palestinien, débarrassé des combats de géants dans lequel il était absorbé. L'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) arrive sur la scène politique comme guérilla palestinienne sur des bases de lutte de libération nationale, assurément socialiste/communiste et laïque, héritage de la tradition politique du mouvement panarabe. Le nationalisme de l'OLP était un nationalisme anti-impérialiste dont la priorité était de faire reculer territorialement Israël. En cela, celui-ci était largement « frontiste », contrairement à l'OLP de la représentation diplomatique (milieu des années 80) conduit quasi-exclusivement par le Fatah, parti de Yasser Arafat.

La chute historique du Parti travailliste israélien en 1977 est la traduction idéologique du changement d'ambiance en Israël. Avec le Likoud en chef de la Knesset (Assemblée nationale), représentant de la droite conservatrice et libérale, plusieurs opérations de communication vont être menées. « Un capital juif pour un travail juif » n'est plus à l'ordre du jour. Les contradictions manifestées par la restructuration des années 70-80 impactent nécessairement les discours, comme simple constat de l'impossible maintien d'un marché exclusivement intérieur stable. Le travail est juif mais également palestinien et le marché israélien qui s'ouvre aux circuits mondiaux ne comptent bien évidemment pas uniquement du capital juif. La destruction d'une structure étatique de type « État Providence » va paradoxalement entraîner un retour puissant du religieux dans le propos politique, orchestrant ainsi la surenchère de l'exploitation et de la domination militaire des Palestiniens, sous le prétexte bien vide d'une mission historique de moins en moins évidente. Le tournant néolibéral ne va donc pas détendre l'atmosphère de fractures ethniques(2), bien au contraire. Le mur et la poursuite de la colonisation en sont des preuves irréfutables. Mais la surenchère confessionnelle ne fonctionne pas face à une résistance nationaliste laïque et multiconfessionnelle. Seulement, celle-ci va peu à peu perdre de son influence au profit de groupes islamistes comme le Hamas, branche armée des Frères Musulmans, dont les premiers financements de structuration ont été fournis par le Mossad, les services de renseignements israéliens, dès les années 70, afin de culturaliser le conflit de classe qui traverse le territoire.

Les ennemis de mes ennemis ne sont pas nécessairement mes amis

Les autorités israéliennes cherchent les ennemis qu'elles méritent. Rentrer dans le jeu du conflit religieux permet deux choses : tout d'abord justifier la paix armée, puis justifier la guerre. Parce que tout ceci est une histoire de voisins « culturellement inconciliables ». Seulement, les différentes vagues d'immigration que va connaître Israël dans les années 90 vont largement pointer du doigt les contradictions de l'idéologie sioniste appliquée à la gestion capitaliste d'un territoire. Les Béta-Israël, des Éthiopiens de confession juive, sont les victimes paradoxales des limites matérielles des prétextes idéologiques de la « pureté juive » plébiscitée par le gouvernement israélien. Entassés dans les quartiers pauvres des métropoles israéliennes, ces Falashas se retrouvent dans les mêmes conditions économiques et sociales que les Arabes Israéliens. Il vaut mieux être blanc pour faire son alya. En contestant leur judaïcité, les autorités israéliennes tentent simplement de faire coller le discours sioniste aux réalités du territoire, à savoir « on ne veut pas plus de pauvres ». Traduction idéologique : « T'es un juif bizarre toi ! ». Le développement des contradictions sur les territoires israélien et palestinien craquelle continuellement la surface des discours. L'Autorité Palestinienne, syndicat co-gestionnaire de la chair à patrons israéliens, fait doucement rire sur les volontés d'autonomie et le Hamas a de plus en plus de mal à justifier sa domination bourgeoise au sein de l'enclave gazouia. Finalement, c'est l'impossibilité de prétendre à un quelconque processus d'amélioration de la vie des palestiniens qui signifie matériellement la caducité du propos politique des organisations palestiniennes, condamnées à jouer avec les règles du jeu colonial, soit dans la surenchère confessionnelle, soit dans la recherche d'une légitimité internationale (à défaut d'avoir une légitimité nationale). La production d'une image est un élément essentiel du fonctionnement international israélien. La justification, l'apparente légitimité tiennent une place importante dans la stratégie d'Israël. Le Green-Washing, le Pink-Washing(3) sont des campagnes mises en place par les ministères israéliens pour laver son image. C'est un pays qui se présente lui-même comme un électron libre, mais a besoin de rester publiquement fréquentable. L'autorité palestinienne, quant à elle, ne se situe de toute évidence pas du côté de la population palestinienne. Sous ses fausses déclarations « au nom de », plus personne n'est dupe. Le Hamas politise une confession sous l'angle d'un affrontement de civilisation, angle parfait pour Israël qui bombarde et en redemande. Les discours de résistance se muent pour certains en volontés nationales utopiques et en réponses communautaires réactionnaires.

Malgré la trame symbolique du conflit israélo-palestinien, les discours semblent combler un vide, détourner une impossibilité, évacuer une contradiction qui n'arrive jamais à totalement disparaître. Les conditions liées à l'occupation des territoires palestiniens et la ségrégation des Arabes en Israël peuvent inviter à une union conséquente entre les Arabes Israéliens et les Palestiniens, dans le commun de leur exclusion. Reste à savoir si cette union saura trouver les mots d'une lutte de classe au-delà de la construction communautaire de l'Ennemi Intérieur israélien. Il faudra alors espérer l'appui des prolétaires Falashas, Russes, Chinois ou encore Thaïlandais pour faire exploser ces constructions ethniques au profit d'une contestation sociale, sur la base de la réalité des pitoyables conditions auxquelles chacun est confronté.

1) Nous sommes désolés de ne pas approfondir sur les conflits triangulaires entre juifs immigrés, palestiniens et colons britanniques. Nous rappellerons simplement qu'un premier mouvement nationaliste palestinien était déjà effectif dès les années 1920, contre l'immigration juive et le mandat britannique qui organisait la colonisation et l'immigration des populations juives en Israël.

2) Il faut d'ailleurs préciser que la prise en charge abandonnée par l'Etat a été reconfigurée par les structures communautaires internes à la société israélienne, comme les mutuelles de santé ashkénazes et sépharades.

3) Ces campagnes sont appelées les Hasarba et sont organisées par le ministère des affaires étrangères et celui du tourisme israélien. Le green-washing est utilisé en différents pays, en l'occurrence Israël développe énormément ses productions bio-écolo-sauvonslaplanète pour verdir son image. Finalement ce pays est aussi une grosse boite de communication qui pique ses idées à Mc Do, Coca et plein d'autres. Encore plus dégueu, Israël se fabrique une image Gay friendly. La campagne organisée a coûté 90 millions de dollars pour donner à Tel Aviv le statut de ville la plus Gay friendly du monde. Paradoxal se dit-on ? Certes, mais le pays n'en est plus à une contradiction près pour tenter de faire oublier les doux noms de « Plomb durci », « Colonne de fumée », « Bordure protectrice » …

VIVE LA LUTTE DES PROLÉTAIRES PALESTINIENS !

La Palestine se réduit comme un immense complexe de peaux de chagrin, harcelées par l'œil militaire, privées des moyens de subsistance et frappées par toute sorte d'armes offensives. De l'urgence sanitaire aux perfusions empoisonnées de la communauté internationale, c'est une stratégie d'épuisement que l'État d'Israël, avec l'aide des autres puissances capitalistes d'Occident, tente d'appliquer à la résistance des Palestiniens. Pourtant, en soixante ans, malgré les morts, les emprisonnés, les torturés, les exploités et les traumatismes inhérents à toutes ces exactions, la résistance est là, et frappe vigoureusement. Un défi majeur s'impose à la lutte en Palestine et aux soutiens internationaux, celui de refuser les lectures culturalistes, expliquant le conflit qui sévit dans la région comme un conflit ethnique ou religieux. Là-bas comme ici, c'est un conflit de classe auquel on assiste. En espérant que de Toulouse à Gaza, ce soit la même Intifada !

Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, celui-ci n'a cessé d'agir en tant qu'émissaire du capitalisme au Moyen-Orient. De 1948 à 1967, c'est dans une optique d'hégémonie régionale que celui-ci affronte successivement l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, jusqu'à coloniser l'intégralité de ce qu'il restait de la Palestine à la fin de la guerre des Six Jours. Depuis ce jour, Israël n'a fait que profiter des Palestiniens en les exploitant comme ce que les Empires ont toujours fait face aux populations qu'ils colonisent et persécutent. Dans une situation d'absorption totale des territoires occupés, les forces politiques palestiniennes ont développé les cadres et les discours d'une lutte de libération nationale, velléités dont l'apogée a été la première Intifada. Alors qu'Israël, inscrite depuis le début dans le processus de mondialisation qui a secoué le monde dans les années soixante-dix, cherchait un moyen de se débarrasser des inconvénients financiers de l'occupation, la communauté internationale, grâce aux Accords d'Oslo, leur a permis de maintenir leur domination territoriale et l'exploitation économique de la Palestine nécessaire à l'expansion de l'État israélien, tout en limitant le poids financier de l'étouffement militaire. Nous n'avons plus la force d'ironiser sur ces Accords qui font de la Palestine un territoire explosé par trois zones dont la zone A, celle léguée à l'hypothétique Autorité Palestinienne, n'est qu'une prison à ciel ouvert. Et que dire du contrôle des ressources en eau par les colons, regardant littéralement les « voisins » crever de soif sans sourciller. Cette stratégie d'Apartheid, qui n'accepte que la survie pour la population colonisée, n'est pas qu'une stratégie impérialiste ou coloniale. Il faut réaffirmer la teneur spécifiquement capitaliste de cette occupation, et son corollaire, l'exploitation de la main d'œuvre palestinienne à bas prix et la mise sous tutelle internationale pour le prolétariat excédentaire qui ne sert pas à la création des profits capitalistes israéliens.

La seconde Intifada est l'expression la plus contemporaine de la situation du prolétariat palestinien. Ultra-flexibilisé, le rapport salarial qui unit les capitalistes israéliens et les prolos palestiniens est une marque déposée de notre époque, une tendance toujours accrue à l'absorption totale de nos vies. Ce paradoxe, c'est celui qui fait qu'un Palestinien s'épuise dans des conditions lamentables à ramasser les oranges d'une terre qui était la sienne avant qu'un colon ne vienne l'en exproprier, et qui, une fois son salaire récupéré, va acheter la seule marque de jus de fruit autorisée dans le commerce, celle pour qui il travaille. Ce paradoxe, c'est aussi le rêve d'une autonomie palestinienne dont le prix à payer est d'être les sous-mains de la répression israélienne (la moitié des fonctionnaires de l'Autorité Palestinienne sont contractualisés dans le cadre de mission de maintien de l'ordre) contre l'organisation politique des palestiniens, sous prétexte de jouer le jeu de l'anti-terrorisme israélien, tout en continuant à voir se construire chaque jour, de nouveaux murs, de nouveaux check-points, sans horizon aucun. Ce paradoxe à double niveau, les Palestiniens qui ont jeté des pierres sans distinction sur les flics de l'Autorité Palestinienne et sur Tsahal l'ont pointé du doigt. L'organisation de la survie n'a pas de légitimité à prétendre représenter le peuple, comme ils le répètent si souvent dans leur voyage chez les patrons blancs d'Occident, qui leur donneront le su-sucre de l'aide internationale s'ils restent courbés. Quel peuple ? Il n'y a pas plus de peuple en Palestine qu'en France. Le peuple, l'idéal national, est un concept bourgeois qui cherche à unifier des âmes pourtant définitivement séparées par l'antagonisme des positions bourgeoises et prolétariennes au sein du mode de production capitaliste, entraînant de fait un fossé irrémédiable quant aux conditions de vie liées aux moyens de subsistance. Quel peuple entre les bourgeoisies parasitaires de l'Autorité Palestinienne, qui jouent de leur influence pour maintenir leurs réseaux de clientèle et s'enrichissent sur le dos de la misère, et ces hommes, ces femmes et ces enfants, qui chaque jour subissent un travail harassant, des contrôles de bidasses tous les dix mètres et voient régulièrement leurs proches disparaître, dans un ravin ou dans une prison de l'oubli.

Le jeu du gouvernement israélien, c'est de définir ce conflit comme un conflit religieux, opposant depuis l'éternité les juifs et les musulmans. C'est dans cette optique qu'ils ont financé le Hamas dans les années 70 contre l'opposition marxiste de l'OLP et c'est toujours dans cette optique qu'ils empiètent sur les lieux saints du monde musulman : cristalliser les tensions autour de l'identité religieuse, donc nationale, pour mobiliser leurs troupes. Parce qu'Israël a peur d'une chose, une réalité démographique définitive, la loi du nombre. Aujourd'hui, le capitalisme israélien est en crise, et c'est avant tout les prolos palestiniens qui dégustent, en perdant des emplois ou des parts de salaires. De nombreux prolétaires israéliens vivent également des conditions difficiles, et l'attaque systématique de leurs conditions de vie, par le démantèlement violent de l'État providence, ne peut pas être omise. Mais il y a une différence d'échelle. La répression sociale que subissent les habitants des territoires occupés, les Arabes israéliens ou les travailleurs immigrés d'Ethiopie, de Thaïlande ou de Chine, démontre le caractère bourgeois de l'oppression étatique israélienne. Construisant son discours autour d'une pureté ethnique tout à fait fantasmée (il suffit de jeter un œil sur les conflits et hiérarchies qui se développent entre la communauté sépharade et la communauté ashkénaze), Israël est une contradiction en ce qu'elle définit ici et maintenant l'impossible résolution du conflit : les prolétaires palestiniens lui sont nécessaires mais toujours de trop. Israël ne leur offrira ni autonomie, ni reconnaissance.

Aujourd'hui, de nombreuses tentatives de déstabilisations frappent Israël en son cœur, parfois en ses corps. C'est le choix de la résistance palestinienne face au massacre que la population subit. Il faut comprendre le conflit comme une guerre d'Israël contre ses banlieues pauvres, maniant à tour de bras le chantage de l'exploitation ou de la mort. L'expectative d'une troisième Intifada ne nous renseigne pas sur les formes que celle-ci prendra. Grèves, sabotage, attentats, nous pouvons simplement espérer que les prolétaires palestiniens y arriveront, avec l'appui pratique de leurs soutiens internationaux, qu'importent nos pratiques de luttes.

Vive la lutte des prolétaires palestiniens!

A TOULOUSE, ON RÊVE QUE

Le 25 octobre, Remi Fraisse est mort, assassiné par la gendarmerie mobile, lors d'un week-end d'opposition au projet du barrage de Sivens. Au-delà de l'analyse du traitement médiatique de ce drame et de la révolte qui a suivi, nous souhaitons opérer un rapide retour tactique sur les bonnes nouvelles et les limites du mouvement contre les violences policières du mois de novembre dernier sur Toulouse.

Pour ceux qui n'y étaient pas

A la mort de Rémi Fraisse, la violence probable de toute intervention policière est devenue réelle. Elle, qui pointe le bout de son nez sur chaque ceinture de flics, a été mise à exécution, par l'envoi d'une grenade offensive dans la gueule d'un manifestant. D'abord cantonnées au milieu d'extrême-gauche et de la Zad du Testet, les premières manifestations, qui se sont succédées à un rythme quotidien la première semaine, ont abouti à l'appel à une grande manifestation à Toulouse le samedi 1er novembre. Sans surprise, le dispositif policier mis en place était massif, peut-être en réponse à l'aveu hallucinant de l'étouffement de l'information par le gouvernement. Peut-être se sont-ils dits « Là, on s'est quand même bien foutus de leur gueule ! ». Bref, la plupart s'en foutait que le gouvernement ait caché le meurtre de Rémi Fraisse, le but était de se rassembler et de faire en sorte que cet évènement ne passe pas inaperçu ou qu'il ne soit pas noyé sous les discours autour de la violence des manifestants sur les lieux de l'affrontement, que seuls les représentants de la politique classique pouvaient se permettre de tenir grâce à leur formation quasi-militaire à l'outil rhétorique. La manifestation du 1er Novembre était une manifestation anti-flics, où dès le départ, ces derniers se sont montrés présents et ont tout à fait assumé d'aller à l'affrontement contre les manifestants, en les empêchant d'avancer. Trop peu équipés, il n'était pas envisageable de passer les lignes de gendarmes mobiles. Les manifestants ont alors pris les petites rues des quartiers bourges de Toulouse et ont laissé des traces jusqu'à la nuit tombée. Une semaine plus tard, rebelote. Cette fois-ci, des étudiants de l'Université du Mirail sont là pour grossir les rangs, appuyés par des membres du NPA, venus avec leur drapeau pour légitimer le déroulement d'une manifestation qui avait été interdite. On pouvait se douter de l'interdiction de la manifestation, en lisant la Dépêche du Midi qui avait démarré, dès le début de la semaine, sa longue mission de désinformation appelée « Ayez peur » avec tribune pour les flics, le préfet, le maire etc. On les savait redoutables mais ils entendaient bien être pires. Arrivés au rassemblement, le dispositif policier était le même. Beaucoup de CRS, de Baceux, de gendarmes mobiles, des camions anti-émeutes, un hélicoptère et des canons à eau. Un vrai dispositif de contre-sommet à l'ancienne. Les gars du NPA négocient avec les flics de pouvoir défiler de Jean Jaurès à la médiathèque. « Pas de problème ! » répond le condé. Toute la manifestation remonte alors les allées mais à mi-parcours, problème, les flics ont fabriqué une belle nasse, en fermant tous les accès latéraux et en plaçant en face et derrière nous, les camions anti-émeutes. Conclusion métaphorique : faut pas faire le patron quand t'as pas les thunes. Tout le monde se fait gazer, ça balance des grenades assourdissantes. De notre côté, quelques réponses pour la forme. Au fur et à mesure, les gens parviennent à sortir de la nasse par une petite rue laissée volontairement ouverte pour qu'on parte en petits groupes, en passant devant l'équipe de la Bac (qui se fera un malin plaisir de défoncer et d'arrêter ceux qu'ils soupçonneront d'actes délictueux). Ensuite, plusieurs cortèges se reforment,

très mobiles, en direction du centre-ville et du palais de justice, palais qui instruit la meurtre de Rémi Fraisse. A Jeanne d'Arc, c'est le bordel, ça court de partout, les flics paniquent, gazent la foule, traitée alors comme menace potentielle. Petite victoire : des cortèges ont pu se former et partir en manifestation. Le 22 novembre, là, les possibilités de partir en manif s'amenuisaient drastiquement, personne ne pensait pouvoir bouger collectivement. Les flics étaient là tôt, persistaient dans la systématique des contrôles et de la fouille des sacs mais le rassemblement s'est tout de même formé. Le mot d'ordre pour eux, c'était « pas de manifestation en centre-ville », confirmé par le préfet, relayé par le président de la CCI pour soutenir les emplettes de Noël et Moudenc qui fait du zèle en appelant à la plus grande fermeté contre les manifestants-casseurs. Apparemment, il n'y a pas de mauvaise publicité, puisque nous étions deux mille à nous retrouver à Esquirol, immense pied-de-nez aux partis de la gauche institutionnelle qui avait appelé à manifester le matin-même à Jeanne d'Arc pour court-circuiter l'appel de l'après-midi. On leur tend au passage nos troisièmes doigts. La manifestation du 22 novembre correspondait à une journée de mobilisation nationale contre les violences policières, prévue de longue date. D'Esquirol, le cortège est allé à St Cyprien, en mode bonne ambiance où « tout le monde déteste la Police ! ». Arrivés à St Cyprien, les lignes de flics se mettent en place et un mouvement spontané, appuyé par la banderole des étudiants du Mirail, charge la ligne de flics établie en direction de la Croix-de-Pierre. Trop frais. Sous les cris de « Dégagez », les flics reculent d'une quinzaine de mètre puis envoient la sauce lacrymogène. Les deux milles manifestants sont dispersés et trois cortèges prennent forme, cortèges qui baladeront les flics dans tout le quartier St Cyprien-Patte d'Oie pendant plusieurs heures.

De l'air

Le mouvement contre les violences policières qui a rythmé le mois de novembre à Toulouse est intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord, la spontanéité de la mobilisation a désamorcé les capacités de récupération des organisations traditionnelles de gauche, à l'image de l'appel du matin du 22 novembre, où les grands représentants du mouvement social se sont retrouvés à 200, applaudis par la Dépêche. Et il est évident que les organisations traditionnelles de gauche ne voulaient pas de ce mouvement, il suffisait de les voir systématiquement crier avec les loups quand une banque était éclatée. Comme ça tout le monde est content. Cette expérience d'autonomie de lutte a marqué un nouveau pas dans l'écart qui se creuse entre les représentants de la politique institutionnelle et les gens lambdas, dans la rue contre quelque chose qui leur est insupportable. Cette disjonction est clairement un phénomène d'époque qui est appelé à se développer, conséquence inévitable de la situation du prolétariat et de l'incapacité pour tout organe officiel de conciliation, commissions gouvernementales, partis politiques, syndicats, de répondre à l'appel. « Flics, Porcs, Assassins » signifie une chose qu'aucun bureaucrate ne souhaite voir à l'œuvre.

La mobilité des manifestations, les parcours improvisés, les pratiques de marquage territorial, on n'avait pas vu ça depuis un bout de temps à Toulouse. Malgré l'arsenal policier et l'utilisation abondante d'armes de dispersion, la foule restait là, fatiguée de courber l'échine. Le gros bé mol à cette spontanéité, c'est le manque de conceptualisation de l'affrontement solidaire et d'élaboration de tactiques subversives. Ce qui a engendré une répression tout de même violente mais surtout dissuasive, avec une soixantaine de personnes désormais « dans le viseur ». Il y a eu des manques mais pas vraiment de ratés. Les expériences de luttes fabriquent l'histoire du mouvement social. Souligner les manques, c'est souhaiter apprendre du passé proche pour éviter les mêmes bourdes la prochaine fois. Du côté de l'affrontement solidaire, la question principale est le pourquoi de l'affrontement, suit son comment. S'affronter avec la police pour la photo, à part pour un peu de propagande autour de « la peur change de camp » ou l'épanouissement personnel, ça n'a pas trop d'utilité. Choisir les bons moments, c'est donc dé-

Hurler avec les loups

S'il est bien une caractéristique intéressante de l'agitation qu'a connue Toulouse durant quelques samedis de ce dernier mois de novembre, c'est la totale absence des partis de gauche et de leurs ramifications associatives. Rien de bien étonnant tellement tous sont venus jour après jour, suite à l'affaire Rémi Fraisse, rappeler que leur camp politique est avant tout celui de l'Ordre.

Bien sûr, on n'avait jamais entendu ces organisations dire quoi que ce soit sur le fait que la police française assassine régulièrement depuis bien longtemps. Mais même quand la police tue un « manifestant », qui plus est présenté comme un écologiste, les mouches qui gravitent autour de la grosse merde appelée PS n'arrivent qu'à faire ce dont ils ont l'habitude : condamner les soutiens de rue et ouvrir leur gueule dans les médias.

A ce petit jeu, il faut quand même faire une spéciale dédicace à Europe Ecologie les Verts, summum de l'opportunisme politique, qui, après trois jours d'indignation, n'ont plus eu à la bouche que la condamnation des « casseurs » qui « salissent la mémoire de Remi Fraisse ». Il faut même noter leur rapidité de réaction : à chaque manif (auxquelles ils n'appelaient pas), ils condamnaient en temps réel la violence à la télé ou sur twitter. On peut dire qu'ils ont été bien moins rapides pour « condamner » la mort de Rémi Fraisse…

Mais toute cette belle bande de démagos ont eu la réponse qu'ils méritaient. Le 22 Novembre, de peur de se retrouver autour « d'éléments incontrôlables », tout un panel d'organisations et de syndicats ont appelé à une manifestation le matin alors qu'une autre était prévue depuis une semaine l'après-midi. Une dissociation en bonne et due forme ! Résultat sans appel : 200 le matin, 2000 l'après-midi malgré l'interdiction! Bref, la crise de la représentativité politique n'est pas près de s'arrêter, et c'est tant mieux !

Comme qui dirait, le mouvement réel se passera de vous…

LES POULETS RÔTISSENT !

cidé d'un objectif, qu'il soit harcèlement, diversion ou encore aide à la dispersion. Parce que ce type de mouvement n'aura jamais de direction centrale, il faut que nous, participants, apprenons à lire la rue et les dispositifs policiers. Les moments les plus expressifs des manifestations ont été quand la police n'était pas là. Les tenir à distance est une bonne idée. Les balader, les perdre, les esquiver inlassablement également. Comment on s'affronte à la police ? Nous n'avons pas de réponses mais une chose est sûre, les fractions qui partent à l'affrontement doivent prendre des automatismes concernant la façon dont ils bougent, l'idéal serait un mouvement synchronisé avec comme premières fonctions de ne laisser personne à terre et encore moins aux flics. On ne s'attardera pas sur des précisions tactiques. Ensuite, dans un contexte où l'affrontement était probable, c'est-à-dire où la police avait prévu de nous attaquer, le mouvement dernier a insisté sur la notion d'auto-défense des manifestants. Effectivement, dans un mouvement contre les violences policières, ça aurait été complètement fou de venir nus, prêts à étouffer, pleurer, gémir et tomber, impuissamment. Le mouvement dernier exprimait notre refus de perdre un œil, une main ou la vie face à la police. Les appels à venir masqués et casqués se sont multipliés et c'est une bonne nouvelle qu'il faut espérer devenir une bonne habitude.

Nique la Bac, et après ?

Comme tout mouvement, le mouvement dernier a eu ses limites. Les premières limites étaient la raison de la mobilisation. En effet, l'ambiance commémorative autour de la mort de Rémi Fraisse a fait ressortir de manière extrêmement violente ce pour quoi, ceux pour qui on s'indigne. Il n'est en aucun cas question de contester la rage qu'a provoquée la mort du manifestant toulousain, rage que nous partageons. Mais plutôt de la mettre en parallèle avec l'indifférence face à celle de Timothée Lake, intervenue une dizaine de jours plus tôt, buté par la Bac après le braquage d'un Carrefour city au petit matin dans le quartier Saint Cyprien. Il faut tout de même constater que rapidement, des groupes autonomes ont souhaité faire le parallèle avec les autres tués par la police, y compris Timothée Lake, avec des banderoles, des tracts et des tags. Sans pouvoir atteindre le Carrefour City en question le 22 novembre.

Lorsqu'on découvre le chiffre de 127 morts depuis 2000, assassinés par la police française, on se dit que ça a du bon d'être dans un pays où la police utilise avant tout des armes non-létales. Ce qui a cruellement manqué à ce mouvement, c'est du discours, du rapprochement, une lecture systémique des violences policières. En se cantonnant aux violences policières, le mouvement était bien évidemment destiné à s'éteindre. Les mouvements sont faits pour mourir. Mais contester les violences policières, comme une abstraction indignée, ne suffit pas pour honorer ce que ce que ces violences pointent de la matraque : « classes laborieuses, classes dangereuses ». Il faut comprendre qui ces violences abattent et de quoi celles-ci sont le nom. Face à ce manque de teneur, un appel à une Assemblée Générale a été lancé, appel qui tentait de formuler une lecture de classe des violences policières pour rappeler que tout le monde ne déteste pas la police, qu'elle protège un ordre précis, un ordre dans lequel nous sommes lésés. En gros, l'objectif de cette assemblée était de tirer les conclusions du mouvement et maintenir l'énergie créée pour poursuivre l'activité politique relancée par ce même mouvement. Sans grand succès. Cette assemblée était une initiative criante de nécessité et la reconduction systématique de ce type d'organisation de base est nécessaire lorsqu'on relie cette organisation de base aux constats d'une époque où les organisations traditionnelles n'auront pas de place dans la matérialisation et la concrétisation de nos révoltes.

Vivement le prochain épisode...

La gestion des foules, une mode pas près de s'éteindre

Tous les participants aux manifs de novembre ont pu constater une chose : le maintien de l'ordre n'est pas une abstraction théorique. A Nantes et à Toulouse, où le mouvement fut le plus fort, on a pu assister à un dispositif policier digne des contre-sommets de la dernière décennie. CRS, gardes mobiles, policiers et baceux étaient plus de 400 tous les samedis. Pour le matériel, on a eu le droit aux canons à eau, grilles anti-émeutes, grenades de tout type et bien sur ce putain d'hélico que tout Toulousain a pu admirer en se disant « ça y est la guerre civile était surement pas loin ». A Paris, symbole du manque de rapport de force, les flics se sont même permis d'arrêter une nasse de plus de 100 personnes et d'encercler des lieux militants préalablement à une manifestation afin d'y réaliser des arrestations préventives (ce phénomène existe déjà dans d'autres pays).

Ces dispositifs, comme on l'a déjà dit, ont existé par le passé. Comme tout processus de gestion des pauvres, il fut d'abord utilisé dans le cadre du maintien de l'ordre face aux émeutes de quartiers. On se souvient tous de l'envahissement militaire de Villiers le bel en 2007. Puis il fut utilisé lors des contre sommets successifs des années 2000. Et ce que beaucoup de gens disaient déjà à cette époque s'est vérifié : l'exception n'existe que dans le fait de précéder la généralisation du phénomène. Ce que l'Etat est venu nous faire comprendre en généralisant pendant plus d'un mois des dispositifs policiers hallucinants, alors même qu'un événement comme la mort de Rémi Fraisse aurait du le pousser à se faire petit, c'est que dorénavant tout début de révolte sera tué dans l'œuf.

Les flics eux-mêmes ne s'en cachaient absolument pas. Des CRS qui se sont permis d'arrêter des gens pour un contrôle d'identité lors d'une nuit de novembre ont bien expliqué qu'ils étaient « en mission de pacification sur du long terme à Toulouse » ! C'est pas encore Belfast mais on s'en rapproche…

Le pouvoir, bien sûr via l'appareil médiatique, s'est constamment légitimé dans cette histoire. Au niveau local, La Dépêche a été tout bonnement fantastique, son meilleur niveau depuis longtemps, elle est venue rappeler à tous le type d'ordre social que protège la police, bien utile pour recadrer certains manifestants à la mémoire courte.

Le dispositif, les discours et les alliances de ce mois de novembre ne peuvent que nous donner des billes quant à la façon dont ils entendent gérer un possible mouvement social d'ampleur qui pourrait bien arriver avant la fin du mandat socialiste…

Extrait de l'article « Premier bilan sur les manifs de novembre à Toulouse : la répression » (iaata.info).

Parlons peu, parlons bien : voici des chiffres. Il faut préciser qu'ils sont pour l'instant partiels pour deux raisons :

1) certains procès sont toujours à venir

2) certaines personnes arrêtées ne se sont pas fait connaître auprès de la Legal team, chargée de récupérer les infos sur les arrestations et tout ce qui permet ensuite d'organiser plus efficacement la solidarité.

3) Nous avons des informations sur 28 personnes qui sont convoquées ou qui sont déjà passées en procès.

Les arrêté.e.s :

- le 1er novembre, ce sont 16 personnes
- le 8 novembre, ce sont 21 personnes qui seront interpellées ;
- le 22 novembre on finira par dénombrer 17 arrêté.e.s, 18 si on compte la personne arrêtée au tribunal le mardi suivant lors des rassemblements de soutien.

54 personnes en tout auront été arrêtées sur l'ensemble des manifestations. Un certain nombre seront relâchées sans poursuite ou avec des rappels à la loi.

D'autres vont passer en comparution immédiate, et là la justice de classe va faire sa partie du boulot de maintien de l'ordre. À ce jour (25 décembre), elle a distribué :

- 25 mois de prison ferme ;
- 25 mois de prison avec sursis ;
- 210 heures de TIG ;
- 5000 euros d'amende ;
- 7200 euros pour le noël des flics (ACAB : All Cops are Blindés pour Noël !) ;
- 45500 euros pour des dégâts matériels.

En ce moment, cinq personnes sont en prison, une est encore dehors malgré une peine ferme et a peut-être une « chance » de se la faire aménager. Il ne reste qu'une personne dont le renvoi en comparution immédiate n'a pas été effectué et trois personnes qui vont passer en correctionnelle.

Ce petit bilan n'est qu'une première pierre à une réflexion sur ce qui s'est passé dans les rues de Toulouse ces derniers mois, espérons qu'il aide à alimenter la réflexion collective pour les prochaines actions...

Pour le moment le soutien financier doit continuer, un concert de soutien aura lieu en janvier. »

Donc envoyez le max de thunes possible à la Caisse d'Autodéfense Juridique (CAJ) : « caj31@ riseup.net »

Contactez la Caisse directement par mail afin de connaître les différents moyens d'aider financièrement.

« UNE NOUVELLE AMBIANCE RÈGNE À TOULOUSE »

VOUS NE TROUVEZ PAS QUE ÇA PUE ?

Le 30 mars dernier les municipalités renouvelaient leur personnel politique à travers les élections. Bad kids est un journal révolutionnaire et par conséquent nous n'accordons pas une importance fondamentale aux résultats de quelque élection que ce soit. Notre attitude face aux urnes est celle du refus, de l'abstention. Nous ne votons pas, ne soutenons aucun parti pas plus d'ailleurs que nous ne faisons campagne pour l'abstention. Cependant si nous ne nous berçons pas d'illusions démocratiques, nous nous intéressons au décryptage de l'ambiance toulousaine. Ne pas parler du résultat de ces élections et de ses conséquences serait en rater un des éléments.

Présentons le larron : Moudenc est issu du Centre des Démocrates Sociaux, un parti politique démocrate-chrétien fondé en 1976, et rejoint l'UMP en 2002. Bien connu des Toulousains il exerce différents postes dans la ville rose (conseiller municipal en 1987, conseiller régional en 1992, conseillé général en 1994 puis en 2001 entre autres activités toutes aussi répréhensibles) avant de remplacer Douste-Blazy à la mairie de Toulouse en 2004. Il perdra le siège à pas grand chose en 2008, mais le voici de retour, et quel retour !

20 promesses à réaliser dans les 100 premiers jours. Et attention parmi celles-ci on a du lourd, et comme le nouveau maire semble être un adepte de la célèbre devise des Shadoks qui veut que si on veut le moins de mécontents possible il faut toujours taper sur les mêmes : les franges les plus précaires et stigmatisées du prolétariat. Alors les premières promesses ont leurs cibles prioritaires : les SDF, les putes, les squatteurs... Voici un tour d'horizon de la dégueulasserie :

Une ligne directrice : toujours plus de flics

« Mettre la police partout ! » Voilà une manière crue de poser les choses, et pourtant c'est bien l'alpha et l'omega du programme de Moudenc, porté par son porte-flingue Arsac (1). Évidemment plus de condés, ça c'est un classique quand tu débarques dans une mairie avec les mots de « retour à l'ordre » et « sécurité » à la bouche. Les effectifs de la Muni, aux ordres du maire, devraient donc doubler. Pas moins de 150 flics supplémentaires vont être recrutés courant 2015. Mais comme ça suffit pas d'en mettre partout, les flics municipaux seront désormais armés jour et nuit. Ben ouais c'est pas parce que les flics municipaux sont considérés comme des sous-flics qu'on va pas leur donner des moyens de commettre des bavures comme les autres. Toutefois ce n'est une nouveauté que pour ce qui concerne le port d'arme en journée. De nuit ça existait déjà, entre 17 heures et 1 heure du matin, depuis janvier 2006 durant le premier mandat par intérim de Moudenc. Le port du Taurus calibre 38 va maintenant pouvoir s'exhiber au grand jour. Satisfaction d'une vieille revendication, appuyée par le syndicat FO-Police municipale majoritaire à la mairie de Toulouse, que l'affaire Merah avait remise sur le devant de la scène(2). Paraît qu'à ce moment-là, ils n'étaient pas très sereins. D'ailleurs comme le dit un syndicaliste policier de FO, probablement sans trop réfléchir, ils revendiquaient ce port d'arme en journée avant tout « pour assurer leur propre protection ». Face à cette mentalité de cow-boy, les toulousains sont prévenus et auront tout intérêt à être vigilants, maintenant que ce vieux caprice municipal a été satisfait.

Pour rassurer les toulousains, Moudenc a aussi promis plus de patrouilles de nuit, en mode équipe cynophile de six, armées donc. Tout ça est appelé à se mettre en place progressivement, le temps de disposer des effectifs.

Pas à une innovation près dans le renforcement de sa milice locale, une brigade motorisée, dite « d'intervention rapide », va être constituée en 2015, avec des bécanes identiques à celles des gendarmes et policiers. Cette brigade de bikers assermentés aura pour mission de se rendre rapidement sur les lieux de nuisance signalés à « Allô Toulouse », ex « Office de la tranquillité » du temps de Pierre Cohen. On aura pigé ce que l'équipe municipale voulait faire de sa police : une force de répression locale, de plus en plus semblable à celle de l'État. Pour rassurer une partie des toulousains, Moudenc compte en effrayer l'autre. Cela passe par redorer le blason d'une police municipale régulièrement moquée et dont personne n'a peur, hormis peut-être quelques conducteurs mal garés.

Pour éviter ce sentiment de n'être que « les petites mains de la police nationale » comme le dit dans la presse FO-PM, la mairie de Toulouse a, depuis cinq ans, passé une convention de collaboration avec la police nationale.

« En abrégé, ce qu'a annoncé Arsac est une intensification de la guerre aux pauvres. »

Le but est de renforcer la complémentarité entre les polices. D'ailleurs de l'avis de la police nationale, le rôle de la PM soulage et permet de se consacrer « plus efficacement à la lutte contre la délinquance ». Cette convention de coordination, selon son nom exact, vient récemment d'être renouvelée et reprécisée en décembre 2014, avec toujours cette même idée sous-jacente : « la police municipale est une vraie police ». Moudenc le martèle d'ailleurs : « [avant] les questions de sécurité relevaient avant tout de l'État. Or la ville doit être un acteur majeur et assurer le rôle qui est le sien »(3). Un programme simple en somme : faire de Toulouse une ville de flics.

Le courageux qui a décidé de s'en prendre aux « indésirables »

Pour que des gens qui font partie de la vie d'une ville depuis des lustres deviennent subitement des illégaux, Moudenc n'a rien inventé. Il fait des arrêtés municipaux. Il recourt à une fausse légitimité issue de comités de quartiers dont on a déjà tiré le portrait dans ce journal, et sûr d'avoir les mains libres, il dégaine, en mode « nettoyage ».

Ses cibles privilégiées sont dans des situations de précarité profonde et ont assez peu de moyens d'autodéfense.

Attaque en règle contre les zonards.

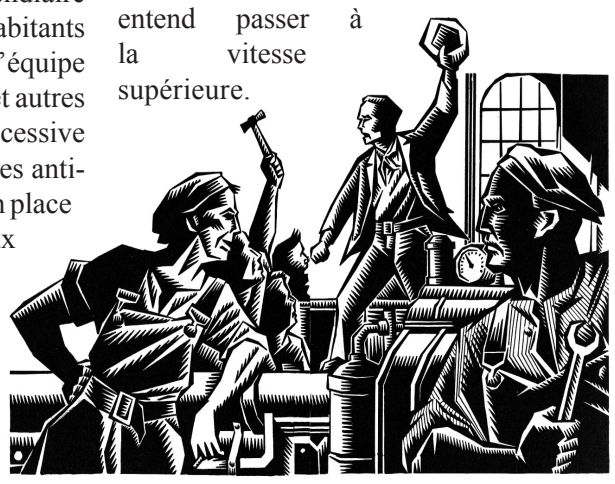
Les arrêtés anti-mendicité c'est du classique de chez classique et on y a droit à chaque changement d'équipe municipale. Éradiquer la misère n'étant pas au programme il faut donc la gérer, la repousser hors du champ de vision du chaland pour la réprimer à l'abri des regards indiscrets. C'est dans le quartier Saint-Cyprien, que l'adjoint au maire à la sécurité, Olivier Arsac est venu avec sa tunique de pompier incendiaire présenter aux habitants le plan de l'équipe municipale contre les marginaux, et autres zonards ayant «une occupation excessive de l'espace publique. » Ces mesures anti-SDF, sont de son propre avis déjà en place sous divers arrêtés préfectoraux et municipaux (arrêté anti-mendicité, arrêté contre la consommation d'alcool sur la voie publique…), il s'agit juste de les faire appliquer avec plus de sévérité. En abrégé, ce qu'a annoncé Arsac est une intensification de la guerre aux pauvres.

Si certaines villes optent pour traiter les SDF comme des nuisibles en usant de répulsifs en spray déversés sur les trottoirs, à Toulouse on préfère les traiter en criminels. A cet effet une brigade spéciale avec maître-chien, flics municipaux et « équipe médico-sociale » a été créée... Tout ça en plus du coup de vice qui consiste à supprimer la vaccination gratuite des chiens de sans-domicile. Ça doit être ça ce qu'Olivier Arsac appelle une politique « de main tendue et de fermeté ».

Quand on met le sort de pauvres entre les mains des keufs et des psys, difficile de cacher le mépris qu'on a pour eux. Mais à un moment donné ce genre de rencontres, ça fait des étincelles.

Moudenc, t'en a marre des squats ?
T'as pas fini de transpirer.

Les squats aussi sont dans le collimateur. Cohen n'y avait déjà pas été de main morte avec la répression qu'a subie la Campagne pour la Réquisition l'Entraide et l'Autogestion (CREA). Moudenc entend passer à la vitesse supérieure.



1) Olivier Arsac, affectueusement appelé « Monsieur sécurité » dans la presse locale, a hérité de ce poste d'adjoint ultra-stratégique qu'est celui en charge des questions de sécurité. Surfant sur la légende du « laxisme de la gauche », il est en grande partie derrière la violence municipale exercée lors des premiers mois de mandat de l'équipe de Moudenc. On met rarement des enfants de chœur en premier flic de la ville, lui a clairement le profil. Quand il quitte le RPR de Chirac s'est pour rejoindre le parti souverainiste de Charles Pasqua. Une manière de se faire les dents chez les patriotes assumés, et d'affirmer son « national-républicanisme ». Aujourd'hui il est un des deux chefs de la branche locale du minuscule Debout La République de N. Dupont-Aignan, rebaptisé Debout La France depuis Octobre 2014. Vu depuis le temps qu'il rôde dans le marécage souverainiste, c'est qu'il y croit. C'est encore pire. Lors de la municipale de 2014, le DLR 31 d'Arsac s'est d'ailleurs allié avec l'antenne toulousaine du MPF, parti du crypto-royaliste Philippe de Villiers, derrière le slogan vindicatif : « De l'ordre à Toulouse ! ».

2) Le temps de cette histoire, les flics municipaux avaient eu l'autorisation d'être armés jour et nuit dans le cadre d'un plan Vigipirate passé au rouge écarlate son stade maximum. Quand il est revenu à son niveau « normal », à savoir rouge, les municipaux ont mal vécu qu'on leur retire leur flingue en journée. Une manifestation flippante avait même eu lieu derrière une banderole éloquente : « Flashball, Taser, non. Sig-Sauer oui ! » (Le Sig-Sauer est le flingue qui arme la Police Nationale).

3) Dans les cartons de la mairie, il y a aussi cette volonté d'étendre les zones d'intervention de la PM, qui jusqu'à présent ne fout pas les pieds dans les quartiers populaires et relégués. Signe que la mairie veut aussi sa part de contact avec les habitants des cités. Mais chaque chose en son temps.

Ses prérogatives en tant que maire sont quand même limitées, il reste un sous-fifre du préfet, mais lui entend être un sous-fifre zélé. La mairie prend donc une position politique plus affirmée de soutien aux propriétaires des maisons occupées, en les faisant contacter par ses services, et les assurant de leur soutien indéfectible. L'administration d'une ville repose comme le reste de la société sur le droit bourgeois qui place hiérarchiquement le propriétaire largement au-dessus du squatteur. Cela va sans dire. Dans sa profession de foi, l'ex-candidat promettait même une prise en charge psychologique des squatteurs (parce qu'il faut vraiment être fêlé pour s'attaquer à la propriété privé n'est-ce pas ?). Les virulentes déclarations anti-squat de Moudenc n'auront pas été sans conséquence et la première expulsion dans la ville sous son mandat se soldera par un tir de flashball en pleine tête manquant de peu de tuer un des occupants.

Pourtant le nombre de logements vacants, dont un certain nombre de logements appartenant à la ville de Toulouse, reste très élevé. La mairie n'en reconnaît que 2000, quand l'INSEE en dénombre 15 000. Alors que le service d'aide d'urgence aux sans-abri, le 115, est saturé depuis de nombreux mois, beaucoup de personnes et familles se retrouvent démunies.

L'auto-organisation et la solidarité, notamment au travers de la campagne initiée depuis trois maintenant par la CREA(4), a gagné beaucoup de terrain dans ce contexte de guerre aux pauvres, où l'équipe de Moudenc s'affiche en digne successeur de celle de Cohen. La récente loi anti-squat(5) votée par le Sénat prouve que cette guerre existe. Les élus locaux pourront toujours se cacher derrière pour commettre leurs exactions. Mais que les divers soi-disant élus du peuple se le disent : le prolétariat a la dalle et il se laissera pas mourir de froid.

Une mairie à la pointe des violences faites aux travailleuses du sexe.

Annoncées lors de la campagne précédant les élections municipales, les mesures anti-prostituées ne se sont pas faites attendre. Ce sont même les premières actions coup-de-poing mises en place par Moudenc et son équipe de choc. C'est qu'il fallait vite satisfaire les attentes de ces comités de quartier rageux, dont les membres n'en peuvent visiblement plus de ces prostituées qui, comme elles le chantent elles-mêmes, « non seulement baisent, mais en plus se font payer ».

C'est ainsi que la mairie de Toulouse a très rapidement mis sur pied un arrêté « anti-prostitution ». Cet arrêté couvre la grande majorité des quartiers où les prostituées travaillaient jusqu'alors (Pont-Jumeaux, boulevard de Suisse-Sept Deniers, Matabiau, Minimes-Barrière de Paris). Son volet répressif est basé sur des amendes de 38 euros dressées contre les travailleuses qui seraient soupçonnées d'être en train d'exercer dans les quartiers concernés. Cinq mois et 380 procès-verbaux plus tard, l'effet est sans surprise et la prostitution a été reléguée plus loin, sur des parkings en périphérie de ville. Si on cite le STRASS Toulouse (Syndicat des Travailleuses et Travailleurs du Sexe), la prostitution s'exerce aujourd'hui de plus en plus dans « des lieux sordides, sans lumière où les filles sont en danger. La hausse des violences contre nous n'est pas intrinsèque à notre métier, elle est le résultat de notre éloignement par la répression. » Moudenc et Arsac eux, prétendent avoir « gagné leur pari » en éloignant les filles des abords du centre-ville. Mais souffler sur les braises des lobbys de voisins mécontents de la prostitution, ça a un prix. Et les travailleuses du sexe et leurs soutiens ne se laissent pas matraquer sans réponse. En plus d'une manifestation le 17 décembre dernier contre les violences qui leur sont faites, rappelons qu'un contre-rassemblement est venu gentiment perturber un apéro grotesque organisé par le comité de quartier de Ponts-Jumeaux, qui pensait pouvoir fêter à l'abri le « départ » des prostitués de leur quartier(6). Invité d'honneur de cette petite sauterie réactionnaire, Olivier Arsac a ainsi pu visualiser qu'une opposition de rue s'organise contre ses mesures. Après y avoir, selon un torchon de la presse locale, avec les autres convives, essuyé des jets de confettis et de préservatifs, il a très peu goutté à cette intrusion pour le moins festive. «Dès qu'on lève le doigt dans cette société pour rétablir la sécurité des gens, c'est ainsi qu'on est traité» conclut-il en pleurnichant.

Entre rupture et continuité donc

Discours politique oblige, le nouveau maire fustige le bilan de son prédécesseur, accusé de laxisme en matière de sécurité. Dans les faits on se retrouve face aux mêmes logiques répressives. Là où Cohen se contentait de l'occupation de la place par les flics, Moudenc tient à y ajouter des caméras. Pour quadriller l'espace et rassurer les bourgeois, près de 350 de ces engins ont été commandés. L'objectif est d'en rendre un certain nombre opérationnels dès 2015, et de faire d'Arnaud Bernard un quartier sous surveillance avec l'installation de dix caméras.

Focalisation en forme de contribution à la gentrification du quartier déjà entamée, et dont la gestion policière des populations, qui continuent d'y vivre ou d'y traîner, est une phase assumée. L'occupation policière n'est pourtant qu'une partie émergée d'un processus plus profond de transformation du profil social du quartier. Un des enjeux de cette transformation passe aussi par l'opération commerciale lancée par la mairie sur un grand nombre de locaux qu'elle rachète, puis qu'elle réserve ensuite à la location pour des commerces qui visent à métamorphoser la vitrine du quartier(7). On a ainsi rapidement vu débouler de nouvelles enseignes « chics » comme un tatoueur, une épicerie fine, un caviste, un magasin

de vélo, au nom d'une mixité mal-venue quand il s'agit de faire comprendre qu'il y a trop de commerces « ethniques », et qu'il faut diluer tout ça avec des commerces « plus blancs ». Initiée sous la gauche cette opération est parfaitement du goût de la droite aujourd'hui aux commandes. Et malheureusement, tout laisse penser qu'il ne s'agit que d'un début.

Dans le même temps, une des premières mesures anti-pauvres de l'équipe Moudenc a été de dégager le marché de l'Inquet (dit « marché de précaires) qui existait depuis des années de la place Arnaud Bernard jusqu'à Saint-Sernin(8), et dont on aurait presque déjà oublié l'existence.

La différence d'intensité des attaques ne doit pas masquer que de gauche ou de droite la gestion de la ville est celle du Capital et que les élus qui y siègent, quelle que soit leur tendance, ne servent que celui-ci. Si des mesures plus répressives sont à l'ordre du jour c'est qu'elles correspondent aux nécessités du capitalisme en crise. Les mesures d'austérité prises à l'échelle nationale ont des répercussions locales dont une des parties visibles est une gestion policière accrue des franges les plus pauvres du prolétariat, celles qui ne sont stabilisés dans l'emploi, et dont l'existence, pour ne pas mourir sans se défendre, flirte quotidiennement avec la légalité bourgeoise. Des squatteurs au quidam qui resquille les transports, des travailleuses du sexe à ceux qui s'organisent discrètement pour voler de la bouffe et pleins d'autres trucs dans les magasins. Si le style change parfois, quoi que les nuances tendent à s'estomper, le fond reste de la bonne vieille vase. Un retour de la gauche ne verra d'ailleurs pas l'abrogation des mesures de la droite mais à coup sûr une accumulation de nouvelles. Face à ça des occupations bien sûr, la grève encore, et le refus de toute gestion.

4) http://creatoulouse.squat.net/

5) Avant d'être mise en pratique elle devra passer par l'Assemblée Nationale. Le but de cette loi est d'en finir avec le délai de 48h d'occupation qui, une fois qu'il était avéré, était censé protéger les occupants d'une expulsion sans procédure juridique lancée par le proprio. Les rédacteurs de cette loi font passer ce délai comme « une légende urbaine » et inscrivent dans l'arsenal juridique, qui a toujours été au service des propriétaires, ce qui rien d'autre qu'un flagrant délit permanent à l'encontre de celles et ceux qui occuperont un logement vacant sans droit ni titre.

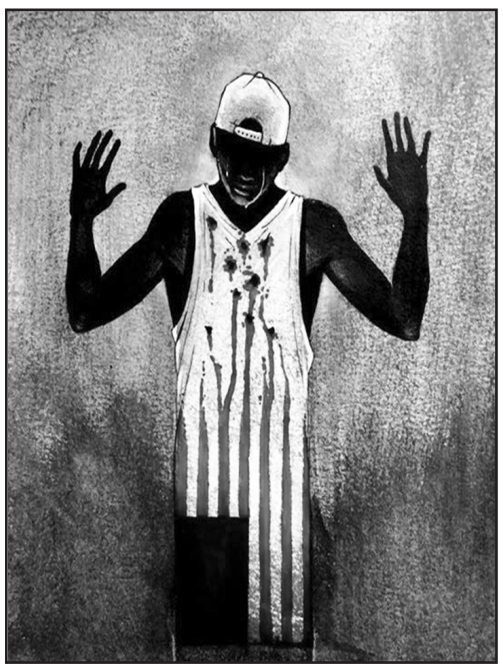
6) Ce jours-là trois personnes ont été interpellées, dont Dolorès, transsexuelle condamnée lors de son procès à 1000 euros d'amende (+ les 600 euros de frais d'avocat de la partie adverse). Une caisse de solidarité a été mise en place. Pour plus d'infos, consulter l'article : « Caisse de solidarité:soutenons Dolorès ! » sur Iaata.info

7) L'opération « Commerce Avenir » dispose d'un budget d'environ un million d'euros et est active, outre sur Arnaud Bernard, dans les quartiers Bayard-Bonnefoy et Pargaminières-Romiguères.

8) Inscrit dans la tradition des chiffonniers, qui vendaient ce qu'ils chopaient dans les poubelles de la bourgeoisie, ce marché avait longtemps existé de manière informelle. Jusqu'à ce que la mairie de gauche le fasse encadrer par une association de réinsertion. La fin de ce marché avait été savamment préparée par une campagne haineuse, menée conjointement par la droite et les petits-commerçants réactionnaires du quartier (réunis sous l'acronyme ACAAB), en présentant ce marché comme « un marché de voleurs». Aujourd'hui, ce marché a été relégué plus loin sur la place de l'Europe.

DRIVING WHILE BLACK*

AOÛT/NOVEMBRE 2014, FERGUSON (MISSOURI, ÉTATS-UNIS)



«Parfois il arrive des choses malheureuses dans le contexte brûlant d'un héritage de 400 ans de racisme»
Tom Jackson, Chef de la police de Ferguson, 2014.

Encore une fois, un policier blanc a tué un jeune noir désarmé, Mike Brown, 18 ans. Sa mort a provoquée plusieurs jours d'émeutes (harcèlements des forces polices, pillages, destructions, saccages, etc.) et repose la question du sens de la condition noire et des pauvres aux États-Unis.

#Blacklivesmatter

Un meurtre qui, évidemment, en rappelle beaucoup d'autres à l'aune de l'histoire des luttes des Noirs pour l'émancipation politique et socio-économique dans un pays marqué structurellement et symboliquement par le système esclavagiste et la ségrégation raciale.

Les manifestations et les émeutes de Ferguson ont eu le mérite de rappeler au monde que la question raciale est loin d'être résolue aux États-Unis et de clouer le bec des laudateurs du président Obama. Ne datant pas d'hier, ces émeutes sont tributaires d'une longue tradition de luttes des Noirs contre l'impunité policière qui régit leur vie dans leurs quartiers. Des émeutes du quartier de Watts (Los Angeles) en 1965 aux émeutes de Ferguson aujourd'hui en passant par celles de Newark en 1967, la police est considérée comme un rouage essentiel de la domination raciale et de l'exploitation économique des ghettos.

L'attitude de Barack Obama à l'égard de ces émeutes fut quelque peu différente de celle qu'il adopta devant l'émoi et la colère suscitée par la mort de Trayvon Martin, un énième adolescent noir de 17 ans tué par un voisin vigilant -sic- dans quartier résidentiel en 2012. Il s'était montré plus compréhensif, plus sensiblement touché par ce meurtre en hésitant pas à faire un parallèle de manière spectaculaire, avec ses propres enfants. Or, il faut souligner le fait qu'il était à ce moment précis en pleine campagne présidentielle pour sa réélection à la Maison Blanche...C'est pourquoi, à propos de Ferguson, il s'est uniquement contenté de déclarations de principes sur l'État de droit et la paix entre les différentes communautés qui composent le pays. D'ailleurs, il ne s'est guère déplacé sur place, envoyant en mission d'apaisement, Eric Holder, alors ministre de la Justice, premier noir à ce poste.

La gestion des émeutes de Ferguson ne peut pas être remplie de bonnes intentions et de déclarations pacificatrices, elle a été surtout policière voire militaire. Il y a eu un véritable déploiement de forces : intervention de la Garde Nationale, une police locale armée jusqu'aux dents, la mise en place d'un couvre-feu garantissant de grandes vagues d'arrestations. Les États fédérés militarisent leur police, en récupérant des armes utilisées dans des zones de guerre (Irak, Afghanistan) délaissées par l'armée. C'est un programme de redistribution des surplus militaires mis sur pied par le Pentagone au cours des années 80/90 lors de la «guerre contre la drogue», mais qui va prendre de l'ampleur au sein de la nouvelle architecture sécurité internationale avec la «guerre contre le terrorisme» après les attentats du 11 Septembre 2001. Ainsi, face à un soulèvement civil et populaire, il n'est plus rare de voir débarquer la police avec des outils militaires tels que des véhicules blindés, anti-mines, engins aériens, armes automatiques, grenades, etc...

Et pourtant malgré cette militarisation de la police et cette démonstration de puissance, les ardeurs et la solidarité des manifestants de Ferguson n'ont pas été refroidies. A Ferguson, on a vu défiler des militants historiques des droits civiques (Jesse Jackson, Al Sharpton) , de groupes de diverses tendances politiques (réformistes ou révolutionnaires) des jeunes du ghetto et des artistes (comme le rappeur Nelly) et des familles blanches. On peut également souligner les comportements différents face à la police au sein même de ces manifestations. Des «leaders» autoproclamés de la communauté noire, tels que Malik Zulu Shabazz, leader du New Black Panthers Party For Self-Defense[1], ou le pasteur Larry Addison venir s'interposer entre la police et des jeunes du ghetto qui voulaient en découdre avec les forces de l'ordre. Une ligne de fracture politique et générationnelle est apparue lors de ces émeutes au sein de la communauté noire.

Le feu de Ferguson vient faire voler en éclats la bienveillance qu'une partie de la communauté noire avait à l'égard de Barack Obama et met en lumière la critique du système dans sa globalité, la perpétuation de la structuration économico-raciale de la société américaine. Cette émeute a permis que les jeunes noirs se réapproprient des pratiques de luttes politiques et collectives à travers des campagnes contre les violences et crimes racistes des policiers (comme « Hands up, Don't Shoot» ou du collectif «FergusonOctober»).Violence systémique oblige: neuf jours, après la mort de Mike Brown, la police de Saint-Louis dévoile une vidéo dans laquelle on la voit abattre froidement Kajiemi Powell, jeune homme noir de 25 ans. Sa mort et celle de Mike Brown font écho à celle d'Eric Garner, un homme noir de 43 ans, étranglé par la police new-yorkaise, le 17 juillet. D'ailleurs, le 23 Aout à Staten Island, il y a eu une manifestation en l'honneur d'Eric Garner et de Mike Brown. Le 9 Octobre, deux mois jour pour jour après la mort de Mike Brown, un autre adolescent noir de 18 ans Vonderrit Myers Jr. est tué par un flic en civil dans la ville de Shaw (banlieue de Saint-Louis). Le 11 Octobre, entre 5.000 et 10.000 personnes défilent dans les rues de Saint-Louis contre le racisme, les violences policières et réclamer justice pour Mike Brown. Un mois auparavant, pour détendre l'atmosphère le chef de la police, Tom Jackson a présenté ces excuses à la famille Brown. Or fin Novembre, quelques jours avant la décision du grand jury qui doit statuer si le policier doit être jugé ou non, la tension monte : à Cleveland (Ohio) Tamir Rice, un gamin noir de 12 ans qui jouait avec un flingue factice est tué par la police. De plus, Jay Nixon, gouverneur démocrate du Missouri décrète l'État d'urgence. Un signal politique fort qui laisse peu de doute quant au résultat du verdict du grand jury (composé de douze membres dont de neuf blancs et de trois noirs) qui a finalement a décidé qu'il n'y avait pas assez d'élément à charge pour poursuivre Darren Wilson, le policier qui a tué Mike Brown. La réaction des habitants de Ferguson et des villes aux alentours comme à Saint-Louis, ne s'est pas faite attendre: manifestations, attaques, pillages et saccages de commerces, incendies de bâtiments et fusillades contre la police. Une colère et une rage partagées du Nord au Sud et l'Est à l'Ouest du pays, il y a eu des manifestations et des rassemblements dans plus de 180 villes!

Racisme structurel et crise économique

Ferguson est une banlieue de la métropole de Saint-Louis, peuplée de 21.000 habitants. Elle fut, de sa création (19ème siècle) au milieu des années 70, une ville à majorité blanche quand la population noire vivait principalement dans les quartiers du centre de Saint-Louis. Or, dès les années 60, les restructurations de secteurs de l'industrie américaine (automobile, aéronautique, confections etc.) liée aux politiques de ségrégations urbaines et spatiales -symbolisée par le «White Flight»[2]- ont changé la composition sociale et raciale de la ville : aujourd'hui, 70% de la population de la ville est Noire. Malgré sa puissance numérique, la population Noire est peu représentée dans les différentes instances des pouvoirs locaux (conseils municipaux ou syndicats), la minorité blanche préserve ses privilèges. A bien y regarder, Saint-Louis et sa banlieue Ferguson ressemblent à beaucoup d'autres aux États-Unis : une communauté noire ghettoïsée qui, en dépit de ses disparités de classes, connaît une période d'une relative hausse du standard de vie (salaire, santé, éducation, logement, etc.) entre les années 60 et les années 80 marquée par les luttes pour les droits civiques et le «Black Power». Or de la période reaganienne gravée par les politiques néolibérales (déréglementation bancaire et financière, coupes budgétaires dans le secteur public, etc.) jusqu'à la crise économique d'aujourd'hui, le niveau de vie des Noirs s'est dégradé. Profitant d'une baisse de défiance raciste des créanciers (organismes de crédits ou des établissements bancaires), les pauvres en général et les Noirs en particulier, ont pu accéder à une multitude de crédits dont les fameux subprimes, à savoir des prêts immobiliers hypothécaires à risques avec des taux d'intérêts variables. De fait, de nombreux pauvres ont vu leur niveau de vie s'améliorer sur une bulle spéculative. Or lorsque celle-ci éclata, ces emprunteurs pauvres se sont retrouvés dans l'impossibilité de rembourser [3].

Face à cette dégradation du niveau de vie, de ses conséquences immédiates (chô-

1) NBPP, créée en 1989 à Dallas au Texas, à ne pas confondre avec le Black Panthers Party For Self-Defense (1966-1982) lui fondé à Oakland. Par ailleurs, les anciens membres ne reconnaissent pas la légitimité et affiliation politique du NBPP vu comme réactionnaire.

2) La fuite des blancs.

3) Ainsi, dès l'année 2006, la crise des subprimes frappe en premier lieu les quartiers noirs. Elle touche de plein fouet les petits propriétaires et les pauvres. Seulement courant 2007, lorsque l'on a vu que les prêteurs n'étaient plus à même d'assumer leur créances malgré les mises aux enchères des biens, la crise fit tache d'huile dans le système financier l'année suivante, qui a fait appelle aux États pour renflouer les pertes...

4) Extrait du morceau "Hors-Sujet" (2012) du groupe de rap "La Rumeur".

mage, pauvreté, expulsion locative, etc.) des remèdes pour y échapper (atteintes à la propriété privée d'autrui et donc de la montée des illégalismes) et du deuil de l'illusion d'une plus grande intégration économique et politique de la population noire, la police et la prison sont les armes adéquates de la gestion de la misère. C'est ainsi que le pays de la liberté détient le plus fort taux d'incarcération du monde, en l'occurrence une personne sur cent, soit 1% de la population du pays! La prison est une machine a broyé du pauvre (souvent Noirs ou Hispaniques). Cette condition prolétaire et noire en période de crise est structurellement marquée par la suspicion de classe généralisée conduisant à une forme de «déshumanisation» des jeunes Noirs, étape obligatoire pour commettre un crime raciste. Ainsi harceler des jeunes pauvres noirs et les tuer le cas échéant est normal. Ainsi le meurtre de Michael Brown n'est pas une bavure, mais la logique froide et machinale d'un système de marginalisation et de gestion des pauvres, celle du capital et du racisme structurel.

"Rester Noir ou Arabe en France est une conduite à risque, Qui le discuterait serait hors-sujet" [4]

Système qui au regard de la réaction d'une partie de la presse hexagonale ne semble pas exister. Nous avons presque tout lu et entendu à propos de la face «cachée» de la société américaine. Néanmoins, le parallèle à faire avec ce qui se passe dans les quartiers pauvres et ségrégués (zones urbaines et/ou rurales) n'a pas eu lieu, alors même que les émeutes de 2005 avaient traumatisés une partie de la classe politique française et de larges franges de la population. La condition des jeunes (et moins jeunes) des habitants des quartiers ouvriers et populaires qui plus est, issus de l'immigration postcoloniale, est à certains égards semblable à celles des jeunes prolétaires américains descendants d'esclaves. Que ce soit en termes de travail, d'accès à l'éducation, au logement, à la santé. Sans oublier, bien entendu, la confrontation au racisme d'État -ou pas- et à la police (harcèlements, tabassages, crimes racistes, etc.).

Ici même à Toulouse, avant d'avoir tué Rémi Fraisse, un jeune écologiste de 21 ans, luttant contre le barrage de Sivens dans le Tarn, la police avait abattu dans une indifférence quasi générale, Timothée Lake un jeune prolétaire noir de 20 ans voulant arracher un modique butin dans une supérette du quartier de Saint-Cyprien. Le pouvoir met en place le même procédé : insulter voire salir la mémoire du mort, soutenir le flic tueur, contenir toute velléité de révolte...Mais ça le journaliste français, qui plus est de «La Depêche du Midi», ne veut pas le reconnaître, pour lui il est beaucoup plus facile de casser le mythe de la société post-raciale américaine que de taper sur le pacte d'une sacro-sainte république impérialiste. Il garde le silence, et tout comme le pouvoir et ses sbires, veut réduire ces morts à l'insignifiance, car il ne faut surtout pas faire de lien entre ce qui se passe à Toulouse, Ferguson ou dans les quartiers de Jérusalem-Est.

**«Conduite en état de Noir», expression populaire détourné pour dénoncer la discrimination que subissent les conducteurs noirs de la part des policiers. A l'origine «Driving while intoxicated» ou «Driving under the influence».*

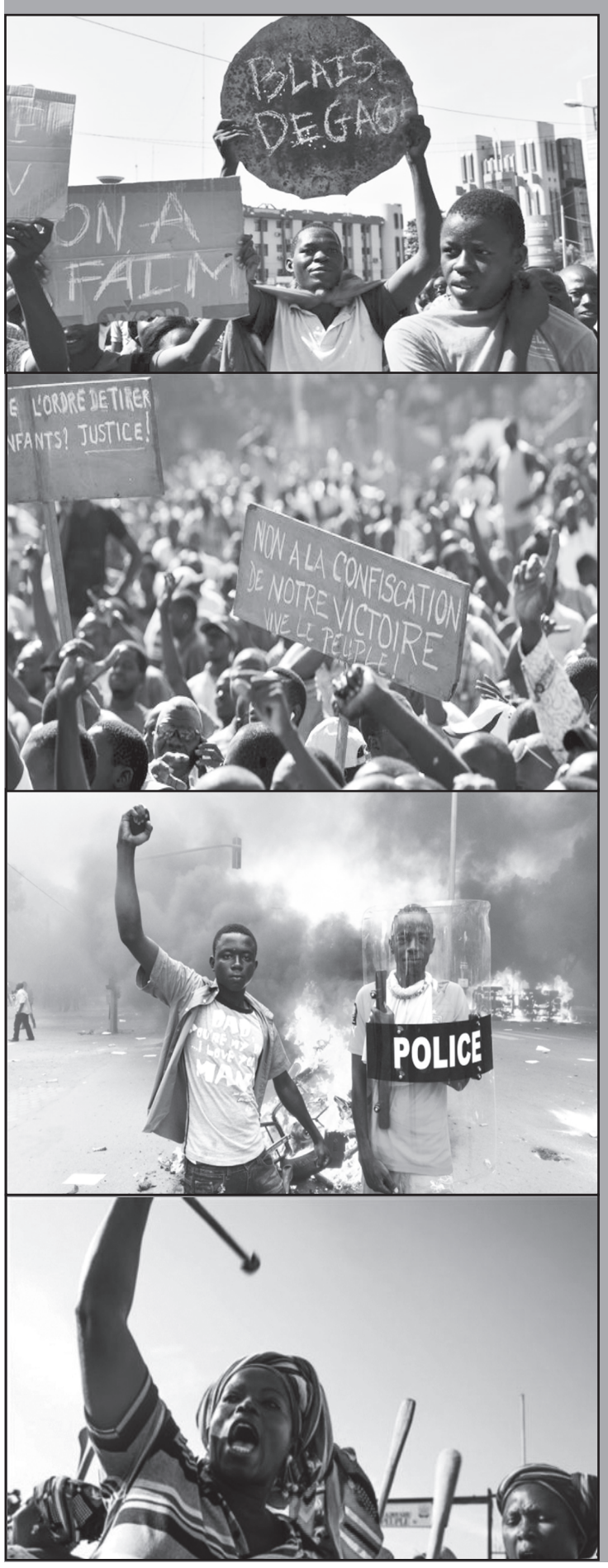
CLASS N' CASSE

L'INSURRECTION INTÈGRE

«[...] A l'heure actuelle, il est difficile de dire ce qu'il va se passer ensuite, mais les choses sont hors de contrôle car les manifestants n'écoutent personne» Un député en fuite.

Il aura fallu une semaine pour mettre à bas une des plus longue dictature africaine. 27 ans de règne sans partage de Blaise Compaoré, président du Burkina Faso qui est arrivé au pouvoir en 1987 par un sanglant coup d'État avec l'aide de la France contre son ami et prédécesseur à la tête de l'État Thomas Sankara - icône révolutionnaire, figure du panafricanisme et du tiers-mondisme - assassiné par la même occasion.

Pilier de la «Françafrique», son pays est un atout stratégique majeur pour la France dans le cadre de l'opération Barkhane (lancée en août 2014) dans sa «guerre contre le terrorisme» située dans la zone sahélo-saharienne.



Sûr de son pouvoir, Blaise Compaoré a tenté le coup de force en voulant modifier un article de la Constitution qui limitait le nombre de mandats présidentiels pour s'assurer d'un troisième septennat aux élections de 2015. Remarque, lorsque que l'on est accroché au pouvoir aussi longtemps, il est difficile de s'en défaire. Tant pis pour lui, pourtant il y a eu des signes annonciateurs d'un possible effondrement : en 2011, le spectre de la révolution tunisienne guette ; la répression meurtrière du mouvement lycéen déclencha une révolte qui de Koudougou à la capitale Ouagadougou en passant par Bobo Dioulasso, atteindra les casernes militaires (mutineries) et le palais présidentiel. Le pouvoir de Campaoré ne devait sa survie que grâce à l'intervention salutaire de militaires français...

Le 21 Octobre, le président déclare officiellement le projet de révision constitutionnelle. Une annonce dans le vide car elle est perçue, à raison, comme une déclaration de guerre contre de larges franges du prolétariat burkinabè (associations paysanne et ouvrière, syndicats, organisations de jeunesse et de femmes, partis et presse d'opposition, etc.) qui crient au coup d'État constitutionnel et lancent la campagne de «désobéissance civile».

Ainsi, soutenu par Paris, Blaise Compaoré et son parti le CDP (Congrès pour la démocratie et le progrès) doivent faire face à une semaine de mobilisation massive: la manifestation des femmes -spatules à la main- du 27 puis celle à plus d'un million dans les rues de Ouaga' le 28 Octobre (affrontements, pillages, etc.) et la grève générale du 29 -contre la vie chère et la politique du gouvernement- appelée par les syndicats de travailleurs vont sonner le glas de leur règne. Cette mobilisation populaire a démontré que le Burkina Faso est marqué par l'expérience politique de Thomas Sankara. Ce qui peut en partie expliquer un fort taux de politisation des prolétaires dans ce pays.

La journée du 30 Octobre, jour où le parti présidentiel majoritaire au parlement devait avaliser démocratiquement la révision, est celle du combat et de l'insurrection populaire. Malgré les lâchés de gaz lacrymogènes, les tirs à balles réelles des militaires, les manifestants prennent d'assaut les bâtiments des organes du pouvoir : Assemblée Nationale, Siège du parti présidentiel, la Radio-Televison d'État, etc. Investis ces organes subissent destructions, pillages et incendies. Dans toutes les grandes villes du pays tout ce qui s'apparentait de près ou de loin à Blaise Compaoré et sa clique de prédateurs a été saccagé et incendié. Certains, par curiosité, se sont invités dans les belles demeures des quartiers résidentiels de la capitale : on prend des photos en guise de souvenir, et on pille avant de tout brûler! Mais où est donc passé le «beau» Blaise?

Mis à nu, Blaise Compaoré décide dès le lendemain de démissionner et de quitter précipitamment afin d'éviter la vindicte populaire grâce à un hélicoptère des forces spéciales de l'armée française qui le dépose à Yamoussoukro en Cote d'Ivoire, terre frontalière de son ami et allié Alassane Ouattara.

Malgré son départ, le mouvement continue, un gouvernement provisoire de transition a été rapidement mis en place afin d'endiguer la fièvre révolutionnaire...

To be continued.

DISQUETTE DE L'ÉCONOMIE N° 5

LA BAISSE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT

L'économie et tout ce qui s'y rattache sont des notions explicables et compréhensibles par tous. Dans cette rubrique, nous nous attacherons à expliquer des notions majeures du système économique capitaliste. Il s'agit de comprendre cette économie et ses disquettes pour pouvoir la critiquer, la remettre en cause, la penser comme destructible. Comprendre l'économie, c'est comprendre la place qu'elle nous assigne dans son horlogerie, et préférer exploser le cadran plutôt que serrer la vis.

L'économie capitaliste se présente aujourd'hui comme le système naturel qui fait suite aux systèmes de production passés, et les critiques qui sont faites ne remettent souvent en cause qu'une partie du fonctionnement. On pense que la critique doit être globale, l'économie et toutes ces composantes sont des créations bourgeoises qui n'ont rien de naturel. Montrer du doigt tel ou tel rouage n'est que masquer ou repousser le problème posé par le fonctionnement capitaliste, puisque tout ce système est une horlogerie dans laquelle toutes les pièces s'aident mutuellement à tourner. Ce n'est pas parce qu'on change une composante que le tic tac nous fera moins chier.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit, explicitée par Karl Marx dans le Capital, Livre Trois, mérite qu'on s'y arrête pour plusieurs raisons. D'un point de vue technique, la trajectoire descendante de l'efficacité de l'accumulation capitaliste nous permet de comprendre ce mode de production de manière dynamique, avec à la clé, l'impossibilité de trouver un quelconque équilibre. D'un point de vue économique, cette baisse tendancielle du taux de profit nous invite à constater qu'ils ne lâcheront jamais la grappe aux prolos pour aller toujours plus loin dans l'exploitation. D'un point de vue politique, cette baisse tendancielle est l'expression même de la contradiction de classe, autour de l'extraction de la plus-value, de ce mode de production. Elle est la dynamique générale des épisodes de la crise comme de l' « espérée relance ».

Point technique

On va d'abord donner la définition du taux de profit. Petit rappel, il est important de ne pas oublier que la plus-value, ce capital né du processus de production, provient uniquement des travailleurs qui travaillent un temps qui équivaut à la valeur du salaire qu'ils reçoivent (travail nécessaire), et tout le reste, gratuitement pour le patron qui les embauche (sur-travail). C'est de ce sur-travail que nait cette sur-valeur, ou plus-value. C'est donc grâce à elle, et à elle seule que le patron fait des profits. Tout le reste de son investissement (machines, matières premières, bâtiments) ne fait que transmettre sa valeur (1).

Le calcul du taux de profit : Pl /(C+V),

Pl correspond à la plus-value, C au capital constant (machines, matières premières, logistique diverse) et V au capital variable (les salaires).

Soit, taux de profit = ce qu'ils gagnent en nous exploitant / tout ce qu'ils doivent payer.

Pour comprendre la diminution du taux de profit, il faut faire rentrer ces éléments en rapport avec le taux d'exploitation et la composition organique du capital. Pour le taux d'exploitation, il suffit de mettre en rapport Pl et V,

Soit taux d'exploitation = ce qu'ils gagnent sur le travail des salariés / combien ils doivent payer en salaires pour ça.

Ensuite, nous en venons à la composition organique du Capital, c'est-à-dire le rapport entre le Capital C –machines et autre- et le Capital V –travail- utilisés pour produire. C'est précisément du côté de la composition organique du capital que la baisse du taux de profit se dessine. La complexification des techniques et l'automatisation tendent à augmenter la place des machines dans la production. Donc la part relative du capital constant (C) dans l'ensemble du capital investi s'accroît: la composition organique s'élève.

Le capitaliste ne va pas s'intéresser à son taux de plus-value, il va plutôt s'intéresser à son taux de profit, c'est-à-dire, son chiffre d'affaire moins le capital investi. C'est ce taux de profit qui importe parce qu'il sert à réinvestir, acheter de nouvelles machines, faire grossir encore et toujours une boite, payer les actionnaires, bref, faire son taf de capitaliste.

Vu la tendance à accumuler de plus en plus de capital constant (machines, logiciels, etc., concurrence oblige) qui, on le rappelle, ne produit pas de valeur mais ne fait que transmettre la sienne, on comprend alors que le taux de profit (c'est-à-dire la plus-value / la composition organique du capital) baisse en fonction d'une accumulation toujours plus conséquente de capital constant. Pour illustrer notre propos, on va proposer un exemple tiré du Wikirouge et on passera à une analyse un peu plus globale et politique de cette baisse tendancielle.

« En 2000, je suis un industriel parmi d'autres qui fabrique des Bidules.

J'achète 10 machines de 10 000 € chacune pour 100 000 €, paie 10 ouvriers pendant un an et les paie 10 000 € chacun pour l'année, soit 100 000 € dépensés en salaires. Ma production est de 300 000 Bidules, dont le prix unitaire est de 1 €. J'ai donc une composition organique du capital de 1/1 (part de travail = part de machines), et un profit de (300 000/200 000) -1= 50%, ce qui est le profit moyen de mon industrie.

En 2010 un fournisseur de machines vient me voir et me fait une offre alléchante : il peut me vendre les mêmes machines dont j'ai besoin moitié moins cher. Chaque machine demande un ouvrier, donc je paie toujours 100 000 € en machines, mais cette fois j'aurais 20 machines, et j'emploie 20 ouvriers, et paie donc 200 000 € en salaires. Ma production est double de celle de 2000 : 600 000 bidules. Leur prix sera toujours le même, car je suis le seul à utiliser ces nouvelles machines bon marché, je ferais donc un profit de (600 000/300 000) - 1 = 100 %.

Très intéressant ! Mais un autre fournisseur me propose quant à lui des machines qui valent un peu plus cher que la précédente, 15 000 € chacune, mais qui permettent de produire deux fois plus de bidules, toujours avec un ouvrier par machine. Je fais mes calculs et opte pour cette solution : 150 000 € en machines, toujours dix ouvriers donc 100 000 € en salaires, production de 600 000 Bidules valant 1 € chacun. La nouvelle composition organique du capital est donc de 1,5/1 (Part de machines > part de travail). Profit de (600 000/250 000) - 1 = 140 %. Je suis aux anges, par le progrès technologique, j'ai réussi à augmenter le taux d'exploitation de mes ouvriers, qui, en gros, travaillent plus longtemps gratuitement.

En 2011 cependant je déchante : tous mes rivaux ont eu l'idée simple de me copier, ils ont tous les mêmes machines. En conséquence le prix du bidule décroit. J'ai donc toujours 150 000 € en machines, 100 000 € en salaires, production de 600 000 Bidules, mais ceux-ci ne valent plus que 0,58 centimes chacun, pour une valeur totale de 350 000 €. Mon profit est alors de (350 000/250 000)- 1 = 40 %, nouveau profit moyen de mon industrie.

Cette baisse du profit moyen est directement liée à la hausse de la composition organique (1/1 en 2000, 1,5/1 en 2011). Pourtant le choix du premier capitaliste qui utilise cette composition organique plus élevée est parfaitement rationnel, comme l'est celui de ses concurrents qui s'alignent sur lui pour ne pas lui succomber dans le cadre de la concurrence. »

Point économique

Lorsqu'on parle de la baisse tendancielle du taux de profit, on s'intéresse, d'un point de vue macro-économique, au profit moyen du Capital avec un grand C, c'est-à-dire à son efficacité, donc à la productivité du travail pour n système donné. Donner un exemple, c'est fournir la démonstration idéale d'une baisse inéluctable du taux de profit, causée par une surabondance de « travail mort » par rapport au « travail vivant », c'est-à-dire du capital constant par rapport au capital variable. Avec l'adjectif « tendancielle », Marx a voulu mettre en avant un mouvement global de dépréciation des capitaux investis sur un temps relativement long, sans oublier de préciser les contre-tendances, c'est-à-dire les armes des capitalistes pour pallier cette baisse des profits individuels.

Pour contrer cette baisse du taux de profit, les capitalistes ont plusieurs possibilités. Tout d'abord, ils vont chercher à augmenter le taux d'exploitation. Faire pression sur les salaires des ouvriers, allonger la durée de la journée de travail, améliorer la part relative de la plus-value en accélérant les cadences, avec l'argument d'une nouvelle organisation du travail etc. Cette technique marche un temps. Après il y a les mouvements sociaux, les destructions de matériels, le blocage de la production et, dans les bons jours, un cadre qui crame (cf. Class'n Casse Bangladesh dans le numéro 2).

Ensuite, et c'est d'ailleurs la technique que le capitaliste de l'exemple entreprend, il y a l'innovation, donc l'utilisation de nouvelles machines, de nouvelles matières premières ou autre qui permet d'augmenter absolument sa production et ainsi de réaliser une baisse des coûts relative grâce au coup d'avance sur ses concurrents où on vend le Bidule toujours à 1 euros alors que celui-ci nous coûte deux fois moins cher qu'avant. Mais ça aussi, ça ne dure qu'un temps. Les concurrents rattrapent le cycle et on se retrouve avec une hausse de la composition organique du capital qui fait baisser drastiquement le taux de profit. C'est une histoire qui ne peut donc pas avoir la prétention d'être éternelle.

Point de vue politique

La baisse tendancielle du taux de profit, c'est un phénomène qui indique que le capitalisme n'est pas « fin de l'histoire », n'est pas « développement d'un système mondial en constant renouvellement » ou toutes ces conneries qu'on entend chez les économistes de BFM. La baisse du taux de profit est le cadre où s'exprime la contradiction de classe fondamentale du mode de production capitaliste, entre les détenteurs des moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre. Lorsque l'efficacité du capital fait défaut, que les taux de profit sont en chute libre, comme c'est le cas actuellement avec la crise, les tensions sociales réapparaissent avec violence, comme expression d'une contradiction qu'aucun aménagement ne résoudra définitivement. Face à la crise, une crise qui existe et qui porte sur les difficultés de valoriser le capital réinvesti dans la grande machine, y compris dans la finance, les capitalistes attaquent nos salaires, directs et indirects, dégradent les conditions de travail et durcissent le maintien de l'ordre quotidien(2). Seulement, c'est bien de produire, mais encore faut-il être capable de vendre ces produits. Et c'est là que ça coince. À force de miser sur le capital constant, donc de produire plus avec moins d'ouvriers, on finit par se trouver face à une crise de la valorisation du capital, c'est-à-dire une crise de surproduction, qui, par le fait que les produits ne se vendent pas, dégrade encore plus le taux de profit. Et c'est évident qu'il y a contraction de la consommation en temps de crise, les premiers consommateurs, c'est les prolos à qui on a retiré du salaire, enfermé dans l'usine deux heures de plus par jour et les autres qu'on a dégagé en leur disant qu'ils ne servaient plus à rien. Et ouais, ça coince. Plus ça avance, plus les contradictions se livrent au grand jour. Il y a de moins en moins de taf, donc une grosse partie des prolos se retrouve excédentaire, et quand il y a du taf, il est de moins en moins supportable, donc on bloque, on fait grève. Et c'est là qu'on comprend que la crise du Capital, c'est une crise du rapport salarial, du rapport entre les capitalistes et les prolétaires. Et si c'est ce rapport qui est en crise, alors c'est le pôle lésé de l'histoire, le prolétariat, qui répondra à l'entourloupe en sapant le jeu à sa base, c'est-à-dire en sapant l'exploitation et ses corollaires. Donc ce qui est véritablement intéressant dans cette baisse tendancielle du taux de profit, c'est l'impact que ça a dans la lutte de classe ou plutôt, de voir en quoi c'est la lutte d'une classe contre une autre. Et de comprendre que les contre-tendances à cette baisse inéluctable seront légion et que c'est à nous de mettre fin au massacre.

1) cf. disquette du BK N°4.

2) En analysant le cycle d'accumulation en Chine, Mylène Gaulard nous offre une démonstration convaincante des réalités du maintien du taux de profit et fait taire les théories de la réussite économique définitive de l'Empire du milieu. Mylène Gaulard 2014, Karl Marx à Pékin, ed.Demopolis.